

Joussour –Programme Concerté Pluri-acteurs Algérie

Avant-propos

Le Programme Concerté Pluri-Acteurs Algérie « Joussour » est un dispositif de coopération algéro-français. Construit en partenariat entre organisations algériennes et françaises, avec l'appui du ministère français des Affaires étrangères et européennes, « Joussour » est à pied d'œuvre, depuis 2007. Son principal objectif est le renforcement des associations algériennes actives au bénéfice de l'enfance et de la jeunesse et la promotion du dialogue et de la concertation entre le mouvement associatif et les pouvoirs publics.

Il soutient les collaborations algéro-françaises, visant l'échange d'expériences et le renforcement des capacités. Lors des différents débats qui ont conduit à la mise en œuvre du Programme, ses membres ont partagé le constat que le mouvement associatif algérien reste assez mal connu. Très peu d'études, d'informations sur le rôle, les actions, la vitalité et les difficultés des associations algériennes sont disponibles.

Les associations algériennes souffrent d'un manque de visibilité et l'action associative est très peu mise en valeur, autant au sein de la société algérienne qu'auprès des partenaires extérieurs. C'est pourquoi, l'une des activités prioritaires du PCPA, a consisté en la réalisation d'un recueil sur les associations algériennes membres du Programme, en y associant quelques autres identifiées pour leurs activités au bénéfice de l'enfance et de la jeunesse. L'idée était de réaliser des reportages auprès d'une trentaine de ces associations et de publier, à partir de là, un ouvrage qui contribue à la fois à valoriser leurs actions auprès d'éventuels nouveaux partenaires et à faciliter l'organisation d'échanges entre elles.

Ce recueil ne prétend pas à l'exhaustivité. Ce n'est pas une étude sociologique même s'il ambitionne de contribuer à la réflexion sur le mouvement associatif, à travers ce focus sur des parcours et des expériences associatives. Il se définirait plutôt comme un outil de promotion pour les organisations y figurant.

Le partage, à travers cet ouvrage, de leurs activités et leurs projets est un premier pas vers une connaissance mutuelle et une reconnaissance de leurs actions en faveur des enfants et des jeunes.

Au-delà, les informations glanées ici, mettant en relief des préoccupations partagées par les acteurs associatifs, peuvent être d'une grande utilité, pour alimenter les actions transversales du Programme. Les matériaux recueillis seront également valorisés sur la forme d'un CD et sur le site Internet du Programme : www.pcpalgerie.org.

Que soient remerciées, l'ensemble des personnes et organisations qui ont bien voulu contribuer à la réalisation de cet ouvrage en y apportant des éléments d'expérience et de réflexion.

La coordination du Programme à Alger

Introduction des auteurs

Nous tenterons à travers cette introduction de faire des remarques et faire remonter ce qui a retenu notre attention lors des visites au sein des associations et des entretiens que nous avons réalisés et cela sans être dans l'exhaustivité.

En effet l'intérêt s'exprime ici à plusieurs niveaux. Chacun mériterait d'être creusé, mais ce n'est pas le propos ici.

Sans vouloir mettre les associations dans des catégories fermées, nous avons choisi des titres de chapitres qui correspondent aux grands axes des champs d'action qui ont émergé des reportages réalisés. Notre démarche a été également de privilégier, dans la diversité des activités des associations rencontrées, les expériences et les pratiques dédiées à l'enfance et à la jeunesse.

Le monde associatif, même s'il existe formellement depuis l'indépendance de l'Algérie, n'a réellement acquis son envol et son autonomie qu'au lendemain d'octobre 1988. C'est-à-dire après la promulgation de la loi sur la liberté des associations de 1989. Autant dire que c'est un mouvement jeune qui s'est exprimé dans ses débuts (1989 - 1992) dans sa dimension revendicative autour des droits humains, de la liberté d'expression et de la reconnaissance identitaire.

Le passage par les années de terreur a produit une nouvelle configuration du mouvement associatif, qui s'est remobilisé autour de la prise en charge des victimes du terrorisme, de l'éducation citoyenne, de la prise en charge de la question du droit de l'enfant, de la femme, du handicapé...

Il est indéniable qu'une décantation s'opère. Les associations tendent à se professionnaliser, créent de nouveaux métiers, prennent conscience qu'elles peuvent être une force de proposition et font évoluer les pratiques et les approches. Les exemples sont nombreux : on retiendra le métier formidable d'éducatrices pour enfants hospitalisés, les associations qui font un vrai travail de proximité dans des quartiers difficiles et celles qui accompagnent la création d'activités génératrices de revenus, une autre façon de lutter contre la pauvreté et le chômage.

La présence relativement récente en Algérie de certaines ONG internationales, la mise en place des programmes de l'Union Européenne et de coopération internationale, crée peu à peu une nouvelle culture au sein des associations, voire un nouveau propos. Par exemple, le concept de plaidoyer a remplacé pour certaines associations la notion de revendication. Elles choisissent ainsi de convaincre au lieu d'imposer.

Par ailleurs de nombreuses associations ont bénéficié de formations dans la conduite et la gestion de projet et certaines d'entre elles émergent comme des structures qui prennent le relais dans le domaine de la formation des nouveaux cadres associatifs. Ces rencontres autour de la formation sont les prémices de la constitution de réseaux opérationnels et qui peuvent se positionner comme force de proposition auprès des institutions et de la société civile.

Parmi les associations rencontrées certaines fonctionnent encore exclusivement avec des bénévoles, d'autres se sont complètement professionnalisées, et d'autres encore cherchent un mode d'organisation qui conjugue ces deux formes d'engagement associatif.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Ces modèles organisationnels qui émergent méritent d'être capitalisés, réfléchis et les pratiques efficaces encouragées. En effet un grand nombre de responsables associatifs expriment le besoin urgent de capitaliser leur expérience. Ce recueil qui aidera nous l'espérons, à rendre visible les associations qui travaillent sur le terrain et qui nous donnent à voir et à penser tout ce qui doit être mis en place pour faire évoluer la situation de l'enfance et de la jeunesse dans notre pays, peut être, une contribution modeste à la réflexion naissante sur le mouvement associatif en Algérie et à alimenter les actions du Programme concerté.

Djamel Benramdane et Habiba Djahnine

◆ **Nous informons ceux qui souhaitent disposer de la version imprimée, que cet ouvrage « Associations algériennes, des parcours et des expériences » paru aux Editions Barzakh Algérie 2008, est encore disponible au PCPA Algérie où ils pourront le retirer.**

Contact : 8 rue Semghouni (ex rue de l'oasis) Kouba –Alger

Tél : 021 77 56 72

Chapitre 1

Populations vulnérables

Association des parents d'infirmes moteurs d'origine cérébrale –APIMC

Association Défi et Espoir contre les Myopathies de la wilaya de Constantine- ADEM

Fédération des associations des handicapés moteurs-FAHM

Ligue des activités de loisirs éducatifs pour enfants en milieu hospitalier

Association des Etudiants en Médecine et des Jeunes Médecins - Le Souk

Association d'aide, d'assistance et de promotion des droits de l'enfant malade- BESMA

Association Algérienne Enfance et Familles d'Accueil Bénévoles - AAEFAB

Fondation Mahfoud Boucebci «Recherche et Culture»

Association pour la Réhabilitation Psycho- Educative Infanto- Juvénile - ARPEIJ

Société algérienne pour l'Aide psychologique, la Recherche et la Formation - SARP

Centre d'Information sur les Droits de l'Enfant et de la Femme - CIDDEF

Réseau algérien pour la défense des droits des enfants –NADA

Association des parents d'infirmes moteurs d'origine cérébrale

-APIMC SETIF-

Date de création : 1990

Président : Arab Sadaoui

Tél : 213 36 83 11 58

Fax : 213 36 93 73 19

apimc.setif@yahoo.fr

Site web : www.apimc.setif.org

Adresse : Jardin des sports, stade Chellal Tayeb.

BP 0955 19 000 Sétif

Les parents d'enfants IMC se mobilisent

Les parents d'enfants atteints d'infirmité motrice d'origine cérébrale se mobilisent pour apporter un soin adapté à leurs enfants.

Pour cela ils ont créé un centre spécialisé qui prend en charge les enfants atteints de cette maladie qui est due à une lésion cérébrale définitive.

L'IMC (Infirmité motrice cérébrale) est une maladie très peu connue. Quand cette maladie survient dans la vie d'un enfant, le plus souvent, c'est au cours des trois premières années de sa vie. Les parents sont désemparés, ils ne savent pas comment réagir à l'infirmité de leur bébé. Cette maladie se manifeste par un handicap qui affecte les mouvements et les positions du corps. Les causes des lésions qui créent ce handicap sont nombreuses : convulsions, traumatisme crânien, infections (méningite), souffrance foetale lors de l'accouchement, naissances prématurées et bien d'autres raisons.

Si certaines de ces causes peuvent être prévenues grâce à un travail de sensibilisation et de prévention auprès des sages-femmes, d'autres restent difficiles, voir impossible à prévoir. C'est le cas de la fille de M. et Mme Khentache. Née en très bonne santé, sa maladie s'est déclarée à l'âge de huit mois.

Beaucoup de parents ne savent pas comment faire face à cette maladie. D'ailleurs ils ne l'identifient pas toujours. L'enfant qui montre des retards de développement et de croissance est laissé, dans certaines familles, sans soins particuliers. Les parents culpabilisent et perdent les repères éducatifs habituels. Si personne ne les assiste pour leur apprendre comment réagir face à cette maladie, leur enfant n'aura aucune chance de récupérer une partie de son retard.

Les parents d'enfants IMC à Sétif ont associé leurs énergies pour créer en 1990 cette association afin de mieux se mobiliser pour comprendre cette maladie, développer les moyens pour sensibiliser les parents à la prise en charge de leur enfant malade. D'ailleurs lors d'une journée d'étude en 2003, un médecin intervenant, le Pr. Kermi, a eu cette phrase qui a touché les parents : « *ce sont les parents qui nous apprennent ce qu'est l'IMC et qui nous aident à développer les meilleurs soins à leurs enfants* ».

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

«Les moyens financiers viennent essentiellement des parents et de donateurs privés. Santé Sud et l'association de jumelage Rennes- Sétif nous ont aidés sur le plan méthodologique. Ils ont monté, pour nous, des formations et ont aidé à la structuration du centre», commente M. Sadaoui le président de l'association, lui aussi parent d'IMC et médecin à l'hôpital de Sétif, chef de service rééducation d'IMC. Il essaye, par tous les moyens, de mobiliser le Wali et le Ministre pour que d'autres centres ouvrent et que d'autres enfants soient pris en charge. « Notre centre ne suffit pas, il en faut d'autres, les parents ne comprennent pas qu'on refuse l'admission de leur enfant malade. Mais nous ne pouvons pas prendre en charge tout le monde», rajoute-t-il.

Grâce aux méthodes développées par l'APIMC Sétif, d'autres associations qui poursuivent les mêmes objectifs naissent à travers le pays à Batna, Oran, Sidi-Bel-Abbès, El Bayadh et Tizi-Ouzou.

Par ailleurs un travail de sensibilisation des travailleurs de l'éducation nationale se fait auprès des enseignants mais aussi des inspecteurs et des directeurs d'établissements dans le but de développer conjointement une démarche qui favorise la prise en charge des enfants IMC.

« *La semaine du cerveau* », qui s'est tenue à Sétif à partir du 31 mars 2008, a été l'occasion d'organiser une journée de travail avec les enseignants pour échanger autour des pratiques qui existent déjà et prévoir des recommandations qui aideront à améliorer la prise en charge des enfants scolarisés et atteints d'IMC.

Parmi ces recommandations : le dépistage précoce des cas d'IMC et la mise en place d'une prise en charge spécifique dès le début pour éviter la marginalisation de l'enfant.

Les psychologues qui travaillent dans le centre de l'APIMC témoignent de l'importance de l'engagement personnel : « *il faut bien connaître la maladie, c'est un travail d'équipe, l'ergothérapeute, la kiné, l'orthophoniste, l'éducatrice, le directeur du centre... tout le monde doit bien connaître les spécificités de chaque enfant. C'est un métier difficile. On est plusieurs salariés à avoir dans notre famille une personne atteinte d'IMC, cela nous aide*».

■ M. et Mme Khentache parents d'IMC témoignent

M. et Mme Khentache et leur fille Meriem atteinte d'IMC, racontent leur expérience, à leur domicile à Sétif. M. Khentache est l'un des fondateurs de l'APIMC. Il a pris sa retraite anticipée pour s'occuper de sa famille. « J'ai tout changé pour que ma fille évolue dans de bonnes conditions », dit-il en montrant les aménagements qu'il a effectués dans son immeuble et dans son domicile, pour que sa fille circule facilement dans son fauteuil roulant. Il habite au premier étage d'un immeuble d'une cité. Meriem a, aujourd'hui, 22 ans, elle fréquente quotidiennement le centre de rééducation que l'association a créé.

M. Khentache, vous êtes un des fondateurs de l'APIMC à Sétif, qu'est ce qui a motivé la création de cette association ?

M. Khentache : *comme vous voyez, je suis parent d'IMC et à ce titre on a pensé avec d'autres parents à créer cette association pour en*

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

parler entre nous et échanger nos connaissances dans le domaine.

Mme Khentache : *en réalité c'est une maladie très peu connue. Il y a des parents qui improvisent et d'autres qui laissent leur enfant dans un coin sans l'aider ni l'éduquer. Ma fille a eu une IMC à l'âge de 8 mois. On dit que c'est une maladie qui survient avec les souffrances fœtales. C'est vrai c'est une des raisons, mais il y en a d'autres qu'on ne connaît pas encore.*

Comment avez-vous réagi en apprenant la maladie de votre enfant ?

M. K. : *on a visité des médecins, au début ils ont dit que c'était du rachitisme.*

Mme K. : *c'est un médecin à Alger qui a diagnostiqué une IMC. Et là, nous avons commencé à agir.*

M. K. : *le problème avec cette maladie c'est que chaque cas est un cas. Les degrés d'infirmité et d'atteinte cérébrale sont spécifiques à chaque enfant. C'est pour cela qu'il faut un suivi et un encadrement spécifique pour chaque enfant ?*

M. K. : *un traitement spécifique oui, mais le rôle des parents est très important. Dans l'association nous défendons l'idée de l'implication des parents dans la prise en charge de leur enfant, c'est la « guidance parentale ». Après il y a l'intervention des professionnels qui doit suivre.*

Mme K. : *quand les autres mamans m'ont vue promener Meriem sans complexe, elles m'ont demandé la raison de mon comportement. Pour elles c'est une maladie honteuse, il faut cacher l'enfant. Et à force de discussions, on a pu convaincre certains parents d'adopter un autre comportement et d'aider leur enfant, de les stimuler, de les soigner. Ils ont appris avec nous et les kinés un ensemble de comportement et de gestes qui aident à stimuler l'enfant et à dépasser certains handicaps.*

M. K. : *et de bouche à oreille nous avons eu un écho à Sétif.*

Et qu'est-ce que vous avez développé comme programme de réadaptation au sein de l'association ?

M. K. : *au départ c'est un parent qui a fait soigner son enfant à l'étranger qui nous a aidés à aménager le local. On a développé de l'ergothérapie, de l'orthophonie et de la kinésithérapie. Ensuite nous avons mis en place d'autres activités éducatives : la lecture, l'écriture, l'informatique. Ma fille Meriem est la reine de la souris. On a même pensé à créer une petite imprimerie. Nous avons ouvert un centre qui peut aujourd'hui accueillir 20 personnes en interne et une trentaine en externe. Mais avant cela nous avons été aidés par des parents d'enfants IMC qui ont apporté des méthodes de l'étranger et qui nous ont aidé. Petit à petit nous avons acquis du matériel. Nous avons un programme pour les 6-12 ans et un autre programme pour les 12-25 ans. C'est clair que la lésion est définitive et que l'enfant ne guérit pas. Mais il peut apprendre un tas de choses, être utile, aider à faire certaines tâches, par exemple la couture, la décoration.*

Mme K. : *et puis on apprend aux parents que leur enfant sent tout et qu'il a besoin d'amour tout autant que les autres. Les enfants IMC comprennent tout, et ils ont besoin qu'on s'occupe d'eux tout autant que les autres.*

Associations algériennes
Des parcours et des expériences

Associations algériennes
Des parcours et des expériences

Association défi et Espoir contre les Myopathies

-ADEM-

Date de création : 2001
Président : Ahmed Boucheloukh
Tél : 213 31 66 62 67
Email : adem600@ yahoo.fr
Adresse : Cité du 20 août 1955
BP 55
25.000 Constantine

Myopathie, sortir de l'isolement

L'association Défi et Espoir contre les myopathies a été créée à l'initiative d'un petit groupe de parents de malades et de professionnels de la santé à l'automne 2001

Ahmed Boucheloukh est toujours pressé. Les traits tirés, il fait le va et vient entre Constantine et Messaoud Boudjeriou, dans la campagne où il fait partie de l'assemblée communale. Il parle des difficultés de son association, « *une association SDF* », précise-t-il, et de son fils mort il y a quelques années d'une maladie - la myopathie - qu'il connaissait encore à peine, et à laquelle il consacre aujourd'hui une bonne partie de son énergie.

Après la mort de son premier enfant - il a un second fils également myopathe - Ahmed Boucheloukh a fait de longues recherches sur Internet et a contacté des associations françaises pour en savoir plus sur la maladie.

De là est née l'association, à l'initiative de huit familles de malades mais aussi de médecins, dont une neurologue, Sahraoui Nadida, spécialiste de la prise en charge des maladies neuromusculaires.

L'équipe a commencé par un recensement de la population malade en tâtonnant. Avec la collaboration de médecins, mais aussi par le bouche-à-oreille et en faisant du porte-à-porte pour retrouver des personnes qui présentaient les mêmes symptômes. Depuis 2001, ce sont près de 300 familles qui ont ainsi été identifiées.

L'une des premières familles rencontrée habite en rase campagne, à Salah Derradji, un village à quelques kilomètres de Constantine qui offre un paysage désolé. C'est une bourgade surgie au milieu de nulle part, faite de maisons en parpaings, et qui a accueilli les habitants des bidonvilles d'El Khroub et de Constantine. Ils y ont été relogés, à la hâte, il y a quelques années, dans des maisons en dur. Un autre bidonville, l'un des plus importants de la région, y a poussé, au beau milieu d'une décharge publique. Une piste improbable mène vers une petite maison modeste. C'est jour de visite pour l'équipe de l'ADEM. Ahmed Boucheloukh accompagne, aujourd'hui, deux jeunes psychologues au domicile de la famille Khoualed. Deux jeunes femmes fraîchement diplômées et qui, comme beaucoup de jeunes, ne trouvent pas de débouchés. Alors elles font leurs armes avec l'association. Hijab de rigueur, Loubna Boubasla parle doucement, dans un arabe parfait, de sa mission. Venir écouter et discuter avec deux myopathes, Abdelmalek, 30 ans, et Ouahiba 41 ans, handicapés moteurs qui se déplacent en fauteuil roulant.

La famille Khoualed accueille l'équipe à bras ouverts. « *Cela n'a pas toujours été le cas* », se souvient Ahmed Boucheloukh : « *lors de notre première visite, la confrontation a été violente et difficile, très difficile. J'ai rencontré cette famille avec une kinésithérapeute, dans le cadre d'un recensement et d'une enquête sur l'appareillage pour les maladies neuromusculaires. À chaque étape, nous découvrons de nouvelles familles. Hassan, le père ne voulait pas nous recevoir chez lui, il était sceptique et en colère. Il ne voulait pas entendre parler de cette enquête, quand personne n'avait jamais rien fait pour sa famille. Quand on voit un tel dénuement, avec deux adultes qui ne sont pas autonomes, ça se comprend... Mais*

j'ai pu plaider la cause de l'ADEM, et sa famille a été prise en charge...»

Les deux jeunes psys entrent pour commencer les entretiens. Ahmed Boucheloukh, après un café, reste à la porte de la maison, le secret professionnel dit-il, mais aussi le poids de la tradition et le respect de

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

la dignité d'une famille soudée mais démunie. Le père des deux myopathes, Hassan, ne parle pas de la maladie, il reste dans des généralités : la facture d'électricité qui enfle, cette maudite route goudronnée qui n'arrive pas jusqu'à chez lui malgré les promesses. Il ne parle pas de sa blessure, de ce qu'il a dû endurer des années durant dans un hameau isolé avec deux enfants, qui grandissent et perdent peu à peu leur autonomie.

La vie des deux myopathes a changé après la rencontre de l'ADEM: *«certains malades n'avaient jamais passé le seuil de leur porte, c'est terrible, ils étaient livrés à eux-mêmes, reclus»* explique Loubna Boubasla, la jeune psy. *« L'impact est important, les familles acceptent les malades et leur maladie, ça donne un espoir, et il y a un réel changement dans leur environnement... »*

Le projet d'écoute psychologique à domicile a été lancé en 2006 avec des bénévoles comme Loubna. Régulièrement elles assistent à des séminaires, des formations et des débriefings avec d'autres professionnels de la santé mentale, des associations locales et des membres de l'Association française contre les myopathies, l'AFM.

Au sein des familles, Ahmed Boucheloukh fait passer le message de l'ADEM : *«nous insistons toujours sur le fait que nous sommes une association à caractère humanitaire, pas une association de bienfaisance. Nous avons été clairs sur le sujet depuis notre démarrage. Nous ne faisons plus d'assistantat et nous ne pouvons pas remplacer l'Etat. Notre mission est de faire de l'orientation, pour les malades qui ne sont pas diagnostiqués, de l'accompagnement, si les familles ne connaissent pas leurs droits vis-à-vis des organismes sociaux, du soutien psychologique, et de la sensibilisation. Les gens ne comprenaient pas bien. Ils étaient habitués aux associations qui leur apportaient un couffin du ramadhan, un bidon d'huile de table, ou un sac de semoule... »*

Le 14 mars dernier, l'ADEM a organisé une grande rencontre avec les familles des malades. Une partie des 300 familles de myopathes identifiées ont répondu à l'appel. Certaines s'étaient déjà rencontrées à l'occasion d'activités de sorties organisées par l'ADEM dans le cadre du PCPA. Des activités de loisirs simples mais importantes pour des familles souvent démunies. Certains malades ne connaissaient pas le monde extérieur et ont pu aller dans une station thermale, échanger leurs expériences dans des espaces de discussion. Mais aussi de changer le quotidien, comme prendre des repas dont ils n'avaient pas l'habitude.

Prochaine étape pour l'ADEM : travailler sur la rééducation fonctionnelle avec des neuro-pédiatres et des médecins. Un projet plus lourd, qui nécessite bien plus de moyens. L'association est, en tout cas, sortie de l'anonymat grâce, notamment, à des émissions de vulgarisation à la radio et de nombreux articles parus dans la presse. Elle commence à être connue dans les milieux de la santé, quand il y a à peine quelques années, la maladie, peu connue, n'était pas diagnostiquée.

Fédération des Associations des Handicapés moteurs

-FAHM-

Date de création : 1992

Présidente : Atika El Mamri

Tél : 213 21 91 36 70

Fax : 213 21 91 31 08

Email : fahm01@hotmail.com

Adresse : cité les Asphodèles BT B n°2

Ben-Aknoun Alger

Des projets structurants

La Fédération des associations des handicapés moteurs est en pleine restructuration. Elle plaide pour une approche différente du handicap : promouvoir les droits des personnes handicapées et sortir de l'assistanat. Les projets qu'elle conceptualise avec le soutien d'Handicap International participent à élaborer une nouvelle démarche.

L'association est installée au fond d'une impasse, dans la cité des Asphodèles à Alger. Des bureaux exigus où une salle de réunion côtoie une petite école de conduite pour personnes handicapées. Créée en 1992, la fédération, comme on l'appelle ici, avait pour mission de coordonner les associations locales d'handicapés moteurs. Elle a connu un essor important avec l'arrivée d'une nouvelle équipe, en 1998. « Une vraie révolution », se souvient, en riant, Ahcène Boufekroune, l'un des deux vice-présidents. Cette année-là, l'association organisait sa première assemblée générale et élisait son bureau dans la transparence la plus totale. Une première, les dirigeants étant habituellement cooptés et souvent indéboullonnables.

Officiellement, la fédération regroupe 65 associations avec un fichier de 60 000 personnes, dont près de 10 000 uniquement au niveau d'Alger.

« La présidente de la FAHM, Atika El Mamri, modère cependant ces chiffres : « nous travaillons réellement avec une vingtaine d'associations. En fait, nous préférons fédérer et collaborer avec celles qui partagent notre philosophie : sortir du carcan de la charité et travailler sur la défense des droits et non pas des privilèges, comme c'est souvent le cas. »

Atika El Mamri est une femme révoltée et douce, au regard franc. Elle tient son handicap d'un accident de la route, et en parle comme d'une petite histoire dans laquelle elle a manqué de chance... Elle a fait de la question des droits des personnes handicapées une priorité et tient un argumentaire solide sur la question, loin de tout misérabilisme. Bref c'est une femme qu'on écoute, et qui suscite beaucoup d'admiration dans son entourage. Elle connaît tout de ses collaborateurs avec qui elle manie un humour espiègle : leurs petites histoires, le cheminement de chacun, son expérience ou ce qu'il apporte à la fédération.

Dans la petite pièce à côté, un responsable de l'auto-école pour handicapés et Ahcène Boufekroune, le jeune vice-président, commentent les résultats aux examens du permis de conduire. Ils s'étonnent des mauvaises performances d'une jeune adhérente, et s'en inquiètent. Cette petite école est un véritable lien, une interface entre la fédération et les personnes handicapées. Des candidats qui se présentent pour apprendre à conduire découvrent, souvent par hasard, l'existence de l'association et de ses activités.

Un bureau d'accueil est ouvert tous les jours et reçoit souvent des personnes en situation de détresse : « Durant de longues années, se souvient Ahcène Boufekroune, nous recevions cette souffrance au quotidien. Des gens isolés, qui avaient un besoin extraordinaire de parler et de s'exprimer, voire d'échanger des expériences de vie ou de se regrouper. C'est le cas aussi lors de camps de vacances ou d'excursions... » Ce besoin de parler a longtemps été canalisé par l'équipe de la FAHM, qui a fini, après une longue démarche de réflexion, par monter un projet autour de la problématique, avec l'assistance de Handicap International. Il s'agit d'un programme d'accompagnement à l'autonomie.

« Une personne handicapée peut être autonome, à condition qu'elle le sache... » Avec un petit sourire au coin et l'œil brillant, Ahcène Boufekroune a toujours des petites phrases qui résument avec finesse une situation complexe. Il a assuré la coordination du projet pilote durant trois ans et connaît le

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

sujet sur le bout des doigts. Cet autodidacte à la quarantaine décontractée est arrivé par hasard à la fédération, il y a une dizaine d'années. Il pensait avoir affaire à une structure de soins et a rencontré fortuitement Atika El Mamri, qui était à l'époque assistante sociale. Il participe aujourd'hui activement à la restructuration de l'ONG.

« La fédération a appris à mettre en place des projets à la faveur de sa rencontre avec Handicap International. Nous avons pensé en premier lieu à mettre en place des groupes de paroles, car nous avons réalisé qu'il fallait réserver un champ aux personnes pour qu'elles puissent s'exprimer et éventuellement prendre conscience de leur besoin de structuration ».

À l'époque, il n'existait pas de professionnels formés aux techniques d'animation de groupe, et c'est Handicap International qui délèguera une psychologue clinicienne, deux fois par mois. Le concept de groupes de paroles est utilisé par de nombreuses ONG. La FAHM se l'est approprié, et l'a fait évoluer en commun avec les bénéficiaires : une des clés de la réussite du projet. Des supports ont été utilisés pour révéler le potentiel des participants et relayer les groupes de paroles : informatique, couture, ateliers d'expression, peinture ou même photo.

Le projet évolue vite et n'est pas figé. Les groupes fonctionnent et aboutissent en effet à une prise de conscience, à un questionnement des participants. Les activités et les supports feront plus tard l'objet d'une exposition publique qui est une étape importante, celle de la reconnaissance : *« ce travail devait aboutir à quelque chose, nous ne devons pas en rester là. C'est à ce moment que nous avons répondu à un appel d'offres de l'Union Européenne avec l'appui d'Handicap International. Avec du recul, nous avons réalisé que nous avons créé un espace d'évolution. Nous avons alors proposé un projet d'accompagnement à l'autonomie. C'était inespéré... C'est ainsi que nous sommes arrivés à créer des « espaces de socialisation », une évolution logique des groupes de paroles. »*

Le concept des «Espaces De Socialisation », (EDS), est né. Il n'est pas nouveau en soi mais est habilement adapté au contexte. Il devient un service de l'association qui sert de passerelle à l'insertion et qui développe également les capacités d'autonomie et de savoir-faire. Près de 60 personnes y ont participé en trois ans, avec des résultats divers. Mais en général l'isolement est rompu, et les participants, qui étaient souvent marginalisés ou exclus, évoluent rapidement. Des groupes moteurs ont été mis en place pour renforcer la dynamique de groupe. Mais c'est avant tout un accompagnement individuel, explique Ahcène Boufekroune : *« nous avons un contrat de parcours. Ce service n'est pas juste une occupation, nous avons ensemble une mission, un parcours à faire, aussi modeste soit-il. À la fin du programme, la personne qui a participé aux EDS repart avec son carnet, un historique de son cheminement... Ce type de méthode d'accompagnement peut être très important pour d'autres structures, comme les maisons de jeunes, et pas seulement pour les personnes handicapées. »*

Aujourd'hui, la FAHM est au stade de l'information en direction des associations locales, à l'intérieur du pays, pour qu'elles puissent généraliser le projet : *« c'est peut-être inespéré, car elles n'avaient souvent rien à présenter à leurs adhérents. Nous voulons que les structures travaillent avec la base, pour que les personnes handicapées évoluent en même temps que l'association. Nous avons maintenant identifié les besoins logistiques pour le projet, ce qui est lourd, les frais de fonctionnement des ateliers notamment. Nous devons absolument travailler avec une structure publique, pour que des enseignants soient délégués par exemple... »*

Ce projet participe de la volonté de restructuration de l'ONG. Une réflexion est entamée sur sa stratégie et sa nouvelle démarche. Pour Ahcène Boufekroune, la fédération pourrait ne pas rester dans l'opérationnel ou dans des services comme les EDS indéfiniment, sauf pour l'expérimentation de projets dont les associations locales deviendraient prestataires : *« les choix que nous allons faire vont redéfinir le rôle des associations affiliées. Elles pourraient ainsi, sans sortir du plaidoyer, fournir des services comme les EDS, les groupes de paroles mais aussi des auto-écoles spécialisées... »*

■ Sabrina, le regard des autres

Le cheminement d'une jeune fille déterminée et tenace, qui a longtemps caché son handicap en société. Son parcours au sein des «espaces de socialisation » de la FAHM a été une véritable prise de conscience qui lui a ouvert de nouveaux horizons.

Sabrina Hocine est une jeune femme de 25 ans qui a croisé la FAHM, il y a quelques années. Elle a découvert cette association par l'intermédiaire de son auto-école qui délivre le permis F pour personnes handicapées. Sabrina marche normalement et paraît être valide. Elle est pourtant une personne handicapée et l'a longtemps dissimulé.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

La vie de Sabrina a basculé à l'âge de quatorze ans. Ce lundi 14 juillet 1997, alors que le pays est en proie à une violence terrible, Sabrina apprend qu'elle a obtenu son brevet du collège avec succès. Elle se rend au marché de Baraki, dans la banlieue d'Alger, avec sa jeune sœur qui veut lui offrir un cadeau. Et là, tout va très vite. Une bombe explose au beau milieu de la foule. Une énorme déflagration, un cauchemar, qui fait une trentaine de morts et près de cent blessés. Sabrina est touchée de plein fouet. Grièvement blessée, elle est transportée à l'hôpital Zmirli d'El-Harrach. L'établissement est connu pour recevoir les rescapés des massacres et des attentats aveugles de la Mitidja et de la banlieue est d'Alger, une région en proie à une violence terrible. Les chirurgiens y amputent le plus souvent les blessés, faute de moyens, de temps. Sabrina n'y échappe pas. Elle perd une jambe, et restera paralysée d'un bras. Aujourd'hui encore elle parle d'un « travail à la chaîne ». *« Ils coupaient, ils coupaient, une boucherie... »*, se souvient-elle, sans la moindre trace d'émotion dans la voix. Elle en parle d'un ton calme, comme une histoire qu'elle a du raconter des centaines de fois.

L'Algérie ne dispose pas d'appareillage pour les personnes handicapées. Grâce à des accords passés avec les autorités helvétiques au milieu des années 90, des victimes du terrorisme, une trentaine de personnes en tout, ont eu la chance de séjourner dans un centre spécialisé en Suisse. Sabrina y a séjourné 6 mois, de décembre 1997 à juin 1998, et des spécialistes lui ont posé une prothèse, une jambe artificielle.

Alors qu'elle est en seconde année de Fac, la jeune fille décide de passer son permis de conduire dans la petite auto-école de la FAHM à Ben-Aknoun. Elle y croise Ahcène Boufekroune, Atika El Mamri et d'autres membres de l'équipe : *« en fait, jusqu'à cette date, je n'avais pas connu de personnes handicapées, se souvient-elle, mes amis étaient des personnes valides, je ne connaissais même pas l'existence d'associations qui activaient dans le domaine. Et jamais un prof n'a su que j'étais handicapée... »*

Ses cours de conduite coïncident avec la mise en place de groupes de parole et d'espaces de socialisation au sein de l'association. Très vite on lui propose de participer à l'expérience. Sabrina prend part aux groupes de parole, et fait très vite partie du « groupe moteur » : *« cela m'a beaucoup aidée. Auparavant je ne parlais jamais de mon handicap, je ne le disais à personne, je le cachais... »*.

Le regard des autres traumatise Sabrina. Elle a un rêve, qu'elle raconte au groupe. Faire de la natation : *« mais voilà, comment aller à la piscine, nager, devant tout le monde. Je ne pouvais pas, je n'osais pas enlever ma prothèse devant qui que ce soit... »*

Quand dans le groupe de parole, un camarade lui propose de monter une pièce de théâtre avec une fin dans laquelle elle se mettrait en scène en pleurant et en enlevant sa prothèse, elle réplique sèchement : *« Jamais »*. Elle en rit aujourd'hui : *« après les EDS, je suis allée à la piscine, j'ai enlevé ma prothèse, j'ai nagé. Il y avait le regard des gens, il fallait voir ! Et ma réponse a été de sourire, c'est tout. Et les gens s'habituent. Il y avait un moniteur, et j'ai nagé, et maintenant je suis adhérente à la Fédération des sports de la Sûreté nationale... »*, conclut-elle, avec une pointe de fierté.

Par la suite, l'équipe de la fédération a proposé à Sabrina de devenir membre de l'Union d'Alger. Elle a alors commencé ses premiers pas au sein de l'équipe. Sabrina a notamment bénéficié d'une formation de 18 mois dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités des associations. Douze ateliers en tout avec des thèmes aussi variés que les droits des personnes handicapées, le plaidoyer, la communication ou le montage de projets. À la fin de la formation, l'équipe lui a demandé de préparer une communication sur les conventions internationales des droits de l'enfant et des personnes handicapées. Et l'article a été publié en arabe dans El Haraka (le mouvement), le bulletin de la FAHM.

Un déclic, et un autre motif de fierté.

Aujourd'hui, Sabrina dirige un projet sur « l'enfance et les droits » qui a démarré en janvier 2008 et qui est financé par Handicap International. Un membre de la fédération l'épaula dans son travail qui traitera des difficultés de scolarisation chez les enfants handicapés. Une étude fouillée portera sur cinq enfants identifiés, leurs difficultés au quotidien, pour appuyer un plaidoyer en direction des médias, de l'Education nationale, du grand public.

Ligue des activités de loisirs éducatifs pour enfants en milieu hospitalier

-LALEEMH-

Présidente : Ouahiba Mahamdioua

Date de création : 2003

Tél : (213) 21 66 99 24

Email : laleemh@yahoo.fr

Adresse : 17 rue Harichet Alger

La naissance d'un métier : éducateur à l'hôpital

La Ligue des activités de loisirs éducatifs pour enfants en milieu hospitalier active dans le domaine des loisirs des enfants hospitalisés. Elle regroupe plus d'une dizaine d'associations qui organisent au sein des hôpitaux des activités ludiques et culturelles pour les enfants malades.

La Ligue des activités de loisirs éducatifs pour enfants en milieu hospitalier regroupe plus d'une dizaine d'associations qui œuvrent dans le domaine des loisirs pour enfants malades dans les hôpitaux d'Alger et ses environs. Elle est soutenue et co-financée par la direction de la Jeunesse de la wilaya et sous tutelle du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Les personnes qui gèrent les différentes associations et organisent les activités ont une formation d'éducateur spécialisé. La rencontre avec Mme Chabi n'est pas commune. Cette femme au sourire franc, en poste depuis 1973, à l'hôpital Mustapha, y exerce un métier très particulier. Elle s'occupe des loisirs pour les enfants hospitalisés dans les différents services de ce gigantesque et mythique hôpital d'Alger.

Elle a eu un rôle de pionnière dans ce métier. « *Au début je ne voulais pas faire ce métier, j'étais destinée à être conseillère pédagogique. A priori je déteste les hôpitaux, mais une rencontre a changé le cours des choses* ». Mme Chabi a rencontré la Sœur Vincente alors qu'elle était étudiante et effectuait son stage d'éducatrice spécialisée à Tixeraine. « *Elle m'a incitée à demander à mon directeur d'envoyer des stagiaires à l'hôpital pour s'occuper des loisirs des enfants. Le directeur m'a rétorqué : vous n'avez qu'à y aller vous-même* ». C'est ainsi que Mme Chabi se retrouve à l'hôpital Mustapha, d'abord en tant que stagiaire. Elle est encouragée par le professeur Khati qui met à leur disposition un transport de l'hôpital pour leurs déplacements.

« *À la fin de mes études, le ministère de la Jeunesse et des Sports dont nous dépendions, m'affecte à la mise en place, au sein des hôpitaux, d'un service qui s'occupe exclusivement et à temps plein des enfants hospitalisés* », raconte-elle. Elle recrute, mobilise, organise, forme et affecte du personnel aux services. Le métier vient de naître et elle est chargée de répercuter cette pratique dans les autres hôpitaux : Tixeraine, Beni-Messous, Maillot etc Une dizaine d'hôpitaux sont ainsi impliqués.

« *Nous avons commencé avec peu de moyens. Souvent nous procédions à de la récupération pour réaliser des cadres, des albums photos, des bouquets de fleurs... Mais depuis 1992 nous avons été autorisés à créer notre propre association et demander ainsi des subventions. Cet argent nous sert à acheter du matériel audio-visuel, de la peinture, à organiser des fêtes pour les enfants et leurs parents... mais pour ce qui est du statut des salariés, nous sommes tous des fonctionnaires du ministère de la jeunesse, détachés dans les hôpitaux* ».

La discussion se poursuit en visitant les salles dédiées aux activités ; les éducatrices sont là, présentes, encadrant les enfants. « *Lorsque les enfants ne peuvent pas se déplacer vers les salles de loisirs, nous allons vers eux avec les jeux. Cela se fait l'après-midi parce que les matinées sont réservées aux soins. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans un hôpital. Nous travaillons dans le respect du personnel soignant. Rien ne peut être fait sans leur accord. C'est pour cela qu'il est très important que les éducateurs soient formés à ce travail de partenariat. Nous devons être très attentifs à l'état des enfants et demander conseil au personnel médical et paramédical lorsque les choses nous dépassent. Tout se fait avec délicatesse. Il faut prendre en compte les maladies contagieuses, les enfants qui ont une mobilité réduite, les enfants en fin de vie...* »

Les associations sont soutenues par la « Ligue des activités de loisirs éducatifs pour enfants en milieu hospitalier ».

Elle apporte un appui méthodologique, mobilise les artistes pour les spectacles et les sorties, fait appel aux dons, répond aux besoins des associations en personnel, matériel et formations. La Ligue organise

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

aussi des stages à l'étranger, notamment dans les hôpitaux français, pour les éducatrices afin qu'elles confrontent leurs pratiques et qu'elles enrichissent leur expérience.

Des formations et des séminaires sont aussi planifiés pour améliorer les performances du personnel éducatif. Il s'agit de formation en nouvelles techniques d'animation ou bien de formation relative, par exemple, à la prise en charge de l'enfant dans sa globalité, c'est-à-dire le développement des compétences en matière de collaboration avec tout le personnel de l'hôpital pour que les conditions de croissance de l'enfant soient réunies. En effet, la vision, que la ligue développe, tend à sensibiliser l'entourage de l'enfant malade sur la nécessité de s'occuper aussi de son développement en tant que personne. Mme Chabi fait remarquer l'absence de constance de l'Education Nationale dans le domaine de l'encadrement des enfants, sans ignorer, toutefois, qu'il est très difficile de faire travailler les enfants malades. Mais elle aurait souhaité que les enseignants s'organisent mieux pour réellement assurer le suivi scolaire de certains enfants afin qu'ils ne cumulent pas de retard. « *Au début de l'année ils viennent, ensuite on ne les voit plus, c'est dommage...* », dit-elle.

A leur niveau, ils essayent de continuer à faire de l'éveil et à maintenir la curiosité des enfants.

« Yasmina est une enfant qui a grandi à l'hôpital ; originaire de Boussaâda, elle est atteinte d'un cancer. Elle a appris avec les animatrices à peindre. Aujourd'hui, elle est pubère et a sûrement d'autres besoins. J'essaye d'organiser pour elle une exposition pour qu'elle puisse vendre ses tableaux », conclut Mme Chabi en marchant vers la sortie de l'hôpital, tout en saluant les médecins, infirmiers et parents.

Association des Etudiants en Médecine et des Jeunes Médecins

- Le Souk -

Date de création : 1995

Président : Djamil Asselah

www.lesouk.org

Email : lesouk@hotmail.com

Adresse : Faculté de médecine d'Alger

Un « Souk » de bénévoles pour rendre le sourire aux enfants malades

« Le Souk » est une association qui active dans le domaine des loisirs des enfants malades ou handicapés. Ils veulent « soukouer » les choses, ce qui signifie dans le jargon des soukiste «changer les choses de manière positive». Par ailleurs, ils développent des actions de sensibilisation des étudiants aux MST (maladie sexuellement transmissibles) et aux accidents routiers.

Lorsqu'on quitte les embouteillages de la rue Hassiba Ben Bouali et qu'on se fraye un chemin, parmi les étudiants en médecine, pour entrer dans le centre Pierre et Marie Curie de soins du cancer, on découvre le local de l'association Le Souk. Les cliquetis des jeux électroniques et la proximité des conversations entre animateurs et enfants nous conduit à la ludothèque.

Meriem, Amel, Nawel et Mohamed animent ce lieu riche en couleurs. On y trouve une télévision, des films et des livres pour enfants et adolescents, des jeux électroniques, des jouets... *« Ce local est ouvert tous les jours de 13 h à 17 h. Le matin, les enfants reçoivent leurs soins et l'après-midi, s'ils sont en forme, viennent passer un moment avec nous. Nous avons aussi un atelier cuisine. On prépare des gâteaux, on fête les anniversaires des enfants »,* dit Meriem. *« La seule règle ici c'est le sourire »,* ajoute-t-elle.

Nawel, étudiante en sociologie raconte son attachement aux enfants : *« parfois nous accompagnons les enfants jusqu'à leur enterrement... pour faire le deuil. C'est triste mais la vie continue. Les autres enfants ont besoin de nous ».*

L'association Le Souk a été créée par des étudiants en médecine. Depuis 1995, elle est de plus en plus investie par les étudiants d'autres filières.

D'après Amouri Hichem, le vice-président du Souk, les membres de l'association sont à chaque fois renouvelés. La priorité est donnée aux « première année ». L'association organise plusieurs fois dans l'année ce qu'elle appelle des sorties sur le terrain. Ses membres animent, entre autres dans les facultés de médecine, des rencontres avec les étudiants pour leur expliquer leur démarche dans l'espoir de faire des émules. Pari réussi puisqu'il y a quotidiennement des adhésions. Et puis maintenant, il y a le Souk d'Oran, d'Annaba, de Sétif et de Tizi-Ouzou.

L'association est une véritable fourmilière qui se renouvelle en permanence. Sa force, c'est le nombre et l'énergie des nouveaux venus.

Il faut être, en effet, nombreux pour réaliser le programme très riche du Souk : sensibilisation sur les effets et la prévention de la maladie du sida, prévention routière dans les facs et lycées, organisation de sorties ou d'activités ludiques pour les enfants handicapés dans les centres pour handicapés, etc. Pour trouver les financements les « Soukistes » comptent sur les sponsors privés et sur les dons de jouets et de matériel et parfois d'argent.

Un travail est également effectué avec les orphelinats d'Alger, toujours dans la dynamique de créer des loisirs pour les enfants démunis ou malades. On l'aura compris, Le Souk intervient dans divers lieux. Les étudiants se mobilisent pour donner de leur temps aux enfants.

Par ailleurs, l'association organise, à travers sa section culturelle, nombre d'activités culturelles.

Féru de communication, ses bénévoles animent un journal et un site Internet, avec un forum très suivi par les étudiants. On y coordonne les actions de l'association, mais on y parle aussi des problèmes liés à la jeunesse : mal-vie, chômage, drogue, sexualité, etc.

Tout récemment, l'association a invité le célèbre chroniqueur Chawki Amari à une rencontre-débat, organisée en partenariat avec l'Espace Noun et les Editions Barzakh.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Nombreux étaient les étudiants curieux de questionner l'écrivain chroniqueur sur son métier de journaliste mais aussi sur l'actualité du pays.

Association d'aide d'assistance et de promotion des droits de l'enfant malade

-BESMA-

Date de création : 2006

Président : Allaoua Bouleknafet

Tél : (213) 31 61 29 97

Email : allaoua11@yahoo.fr

Siège social : 3, rue Kouicem Abdelhak SMK

Constantine

Garder le lien avec l'école

L'association de protection des droits de l'enfant malade, BESMA, a été créée en 2006 et active en faveur des enfants hospitalisés. Une petite équipe qui bataille pour un projet ambitieux « L'école à l'hôpital », et qui doit faire face au maquis bureaucratique et administratif.

Au siège de l'association BESMA, l'ambiance est bon enfant. Les membres fondateurs tiennent une réunion dans un bureau vaste et encombré, pendant que dans la pièce à côté, une dizaine de personnes - en majorité des femmes - s'affairent à emballer des jouets. L'équipe de bénévoles prépare une tournée dans quatre hôpitaux de la ville où les cadeaux seront distribués à des enfants malades au lendemain de la fête du Mouloud.

Le président de Besma, Allaoua Bouleknaf est entouré de trois dames qui dirigent chacune une commission. Une équipe de seniors, pour la plupart enseignantes et universitaires, soudée autour du «patron», qui a un peu calqué le fonctionnement de son association sur celui d'une entreprise. Ce polytechnicien de 61 ans, féru de sciences des matériaux, est ingénieur de formation. Il a longtemps été PDG d'une entreprise publique d'agro-alimentaire et a occupé divers postes de responsabilité au sein d'institutions publiques avant de se consacrer à l'enseignement et à la recherche. Il a fondé un petit centre de formation, l'Institut de sciences et de technologie qui héberge, aujourd'hui, Besma dans le quartier de Sidi Mabrouk à Constantine.

L'association a juste deux années d'existence, mais elle a déjà quatre-vingt bénévoles, des enseignants et des étudiants, qui activent sur le terrain en menant de petites opérations humanitaires. Ses membres fondateurs ont quelques années d'expérience dans le domaine des loisirs pour enfants malades. Ils agissaient auparavant au sein de Dounia, une association jumelle qu'ils ont quittée pour changer de stratégie.

L'un des projets phares de Besma, «L'école à l'hôpital » peine à se mettre en place et l'équipe doit faire face à des tracasseries administratives qui freinent son enthousiasme. L'objectif est que les enfants hospitalisés puissent poursuivre en partie leur scolarité.

Pour l'heure, l'équipe réfléchit comment contourner les difficultés administratives pour mener à bien ses projets. Fatima-Zohra Bidi, responsable de la commission médicale et enseignante à l'université de Constantine, peste contre la bureaucratie ambiante, dans un arabe châtié : «*nous aimerions avoir accès aux écoles pour faire participer des enfants à nos programmes, mais la direction de l'Éducation nationale s'y oppose fermement. Au sein des hôpitaux, c'est le même discours, les associations n'y sont pas les bienvenues, sur instruction du ministère. Il faut alors batailler. Du côté des financements, ce n'est guère plus brillant. Nous fournissons des dossiers bien ficelés pour des sommes dérisoires, parfois 50.000 DA...*»

Pour les dons de partenaires étrangers, Besma fait face à un casse-tête juridique. Elle a dû passer par une association nationale, le Croissant Rouge, pour retirer des produits de première nécessité envoyés par un partenaire espagnol et bloqué à la douane. Une association ne peut en effet recevoir de dons de l'étranger sans autorisation préalable.

En attendant, le projet « L'école à l'hôpital » peine à être opérationnel. Mais l'équipe ne désespère pas d'en récolter les fruits à l'automne, pour la rentrée. L'objectif est de permettre aux enfants malades de garder le lien avec l'école en leur offrant des cours de soutien scolaire et des activités ludiques, pour les aider à mieux vivre leur hospitalisation et ne pas se replier sur eux-mêmes.

L'idée principale repose sur l'aménagement d'une salle de cours équipée d'ordinateurs, d'un data-show et de matériel didactique à l'hôpital Mansourah de Constantine. Cet établissement a été choisi en raison

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

de sa proximité avec l'Ecole normale supérieure, un véritable vivier d'enseignants qui peut alimenter le projet. Une trentaine de profs en formation, en majorité des jeunes filles, sont déjà membres de l'association. Mais des travaux de rénovation à l'hôpital et l'absence d'un local ont bloqué l'initiative.

Actuellement, un seul professeur enseigne au sein de l'établissement à raisons de deux heures par jour. Allaoua Bouleknafet juge que c'est insuffisant : *« je suis un pur produit de la "classe unique". Mais actuellement il faudrait couvrir dix niveaux, entre le primaire et le secondaire. C'est un programme lourd qui nécessite des moyens conséquents et une formation adaptée. Ce travail doit se faire en étroite collaboration avec les professionnels de la santé pour coordonner les actions en fonction de l'état de l'enfant, mais aussi avec les services de l'Education nationale. Oui bien sûr, c'est ambitieux et il faudra beaucoup de bénévoles pour couvrir près de dix niveaux, du primaire à la première année du secondaire. Mais j'y crois. Nous sommes inexpérimentés, mais en l'espace d'une année d'activité, je pense que nous pourrions inventorier les difficultés et affiner notre travail. Nous sommes actuellement en discussion avec l'ENS pour la gestion et le suivi ».*

Allaoua Bouleknafet est révolté par la situation de ces enfants « qu'on laisse mourir ». Il déplore que les pouvoirs publics « ne suivent pas », alors que des associations peuvent faire diminuer cette douleur et cette souffrance : *« Il faut que ça change. Les directions de la Jeunesse et des Sports ont des moyens financiers et humains énormes, mais ils ne savent pas où les affecter, c'est terrible. Ils ont des animateurs et des formateurs en animation. Mais que forment-ils ? Des moniteurs de colonies de vacances. Il faut que ça change... Et il faut dire, et c'est malheureux, que les politiques se souviennent de l'existence des associations au moment des élections. Or nous sommes apolitiques ».*

BESMA boucle son bilan de l'année 2007. Sa principale activité, en dehors des loisirs, a été de soulager des familles nécessiteuses en prenant en charge certains examens médicaux comme les scanners et les imageries par résonance magnétique (IRM). *« En 2007, aucune IRM n'a été passée à l'hôpital qui a pourtant des moyens conséquents, et le scanner est en panne une fois sur deux. Les examens sont coûteux, entre 6000 et 15 000 dinars. »*

Alors Besma a trouvé l'astuce. Des conventions ont été conclues avec des cliniques privées qui font des remises de près de 30 % sur chaque examen, et l'association paie le complément pour les parents qui sont réellement dans le besoin. Les médecins font appel à l'association et organisent eux-mêmes des collectes au sein de l'hôpital. Une véritable solidarité s'organise autour des enfants malades. Près de 600.000 dinars ont été consacrés à ce volet : *« c'est infime par rapport au budget de l'hôpital »* reconnaît Fatima-Zohra Bidi, responsable de la commission médicale et également trésorière, *« mais c'est beaucoup pour nous et pour les gens les plus démunis. Et il faut souligner que le budget d'un mois en examens médicaux représente plusieurs mois d'activités de loisirs. Nous espérons que le volet médical diminue au fur et à mesure de la mise en place des projets... »*

Besma finance ses projets principalement à partir de dons, mais également de petites opérations comme la vente de stylos et de calendriers qui permettent de faire de petits bénéfices et faire connaître l'association. 750 000 dinars ainsi ont été récoltés en 2007. Mais, l'objectif reste la mise en place des équipements pérennes au sein des hôpitaux, et qui profitent au plus grand nombre.

Association Algérienne Enfance et Familles d'Accueil Bénévole

-AAEFAB-

Date de création : 1985

Président : Mourad Preure

Tél : (213) 21 56 52 68

Email : aaefabdz@yahoo.fr

Site web : <http://aaefab.free.fr/>

**Adresse 27, rue Mohammed Fellah, Kouba
Alger**

Chaque enfant a droit à une famille

L'Association Algérienne Enfance et Familles d'Accueil Bénévole (AAEFAB) existe depuis 1985. Ses membres se sont mobilisés pour développer les moyens d'accueillir, dans deux pouponnières, des nourrissons abandonnés et de leur trouver des familles d'accueil. Pour cela, l'AAEFAB milite pour l'évolution de la loi en matière d'abandon de l'enfant et de la loi sur la Kafala.

L'AAEFAB travaille depuis 1985 pour apporter le meilleur accueil possible aux enfants abandonnés. Pour ce faire, deux pouponnières ont été ouvertes et aménagées selon les méthodes de la prise en charge développée par l'association. L'une de ces pouponnières est située à Hadjout, dans la wilaya de Tipaza et l'autre à Palm Beach, dans la wilaya d'Alger.

Ces deux pouponnières reçoivent des nourrissons abandonnés par leurs mamans. 110 bébés ont été admis en 2006 et 112 en 2007.

Le principe de l'association est de garder les bébés trois mois en pouponnière, délai légal au cours duquel la maman peut reprendre son enfant. Celle-ci est encouragée à venir, le plus possible, visiter son enfant lorsque ses conditions le lui permettent. Au-delà du délai de trois mois, parfois jusqu'à un an, ils sont placés dans une famille qui est en demande de kafala. Les bébés sont parfois gardés, un an, au cas où la maman le demande. Les membres de l'AAEFAB privilégient cette démarche, mais qui n'est malheureusement pas très répandue vu la situation désastreuse des mères qui abandonnent leurs enfants. Elles sont pour la plupart jeunes, célibataires et issues de familles conservatrices qui refusent pour leur fille le statut de mère célibataire. Ce tabou pèse encore lourdement sur la société. Mais les chiffres sont encourageants : 25 % des nourrissons sont repris par leur mère, 75 % trouvent des familles d'accueil.

Reste le problème des enfants handicapés qui ne trouvent malheureusement pas de famille d'accueil et qui grandissent dans la pouponnière faute de structures adaptées à leur prise en charge.

L'AAEFAB a réellement fait avancer les pratiques en matière de kafala. Que ce soit sur le plan de la prise en charge du nourrisson dès qu'il lui est confié par l'hôpital où il a été abandonné, mais aussi en faisant du lobbying pour améliorer les conditions de la kafala.

En effet, la loi sur la Kafala a évolué depuis 1992 par un décret reposant sur une fatwa du haut Conseil islamique. Cette nouvelle disposition juridique permet à l'enfant Makfoul de porter le nom des parents kafile. Ceci est une grande avancée. Aujourd'hui, les parents souhaitent que l'enfant adopté soit inscrit sur le livret de famille. Une autre bataille à gagner !

L'association a milité pour que ce sujet devienne public et pour que la société civile se saisisse de la problématique des mères célibataires. La réalité est là ; les relations sexuelles hors mariages sont punies par la loi musulmane. Si la grossesse de la jeune fille se sait, les familles se sentent déshonorées, elles sont stigmatisées. C'est pour cela que la plupart du temps les grossesses sont dissimulées. La disposition qui permet à ces jeunes filles l'accouchement sous X à l'hôpital est très appréciée par l'AAEFAB. Cela permet aux nouveau-nés de naître dans des conditions correctes et d'être placés dans des pouponnières.

En matière de prise en charge du nouveau né abandonné, les deux établissements de l'AAEFAB ont développé une approche particulière qu'ils tentent, à travers leur centre de formation, de diffuser. Il

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

s'agit de la méthode Loczy, développée à Budapest. Les membres de cette association, séduits par cette méthode, ont formé tout leur personnel et ont entamé peu à peu le travail d'adaptation de cette méthode ; ce qui a pris plusieurs années. La base de cette méthode est la mise en place d'un accueil qui prévienne les carences affectives des nourrissons. Cette approche casse les idées reçues selon lesquelles on ne peut pas apporter un entourage affectif au bébé vivant en institution.

La formation des « berceuses », est le maillon essentiel de la mise en place de cette nouvelle méthode. Le métier de berceuse, il faut le dire, a été inventé par l'AAEFAB. Ces jeunes filles sont sélectionnées sur la base du niveau d'étude et de la motivation. Elles sont formées pendant 3 mois avant d'être recrutées. Dès qu'elles sont en poste, chacune d'elles s'occupe de 6 nourrissons. La relation berceuse - nourrisson est privilégiée. L'autonomie du bébé est travaillée en même temps qu'une attention particulière est donnée à chaque enfant : lors de chaque temps de soin (il y en a quatre dans la journée) la berceuse consacre 30 minutes à chaque bébé. C'est un moment important où le bébé reçoit toute l'affection et l'attention possibles. En plus le rythme de l'enfant est respecté. Il y a ceux qui reçoivent la visite régulière de leur mamans d'autres pas... tous ces éléments doivent être pris en compte », commente Mme Tayeb, la directrice du centre de ressources de l'AAEFAB.

Dès qu'un bébé trouve une famille d'accueil après les trois mois réglementaires, la berceuse assure la transition du bébé de la pouponnière vers sa nouvelle famille. Elle veille à la transmission de l'histoire de l'enfant depuis son arrivée à la pouponnière. Chaque détail est important pour que les futurs parents fassent connaissance avec leur futur enfant. Cette méthode a donné de très bons résultats.

L'AAEFAB poursuit l'accompagnement des parents après la procédure d'adoption. Certains parents souhaitent, en effet, revenir à l'association pour échanger. Pour cela, des rencontres thématiques sont organisées pour permettre le partage d'expérience. Certains parents sont demandeurs de discussions sur le moment opportun pour annoncer à leur enfant qu'il a été adopté. L'AAEFAB pense qu'il est très important d'apporter un soutien à ces familles qui souhaitent que l'adoption se passe le mieux possible. Cela permet également à de futurs parents kafils de prendre connaissance des procédures de kafala et d'en parler avec d'autres parents qui en ont déjà fait la démarche et qui peuvent partager leur vécu.

Le volet formation est très important aussi au sein de l'AAEFAB. C'est dans le centre de Palm Beach que la formation de futures berceuses venues de plusieurs régions d'Algérie, se déroule. Un internat est prévu à cet effet. Cette formation en alternance dure neuf mois. Chaque promotion comprend douze stagiaires. Les pouponnières étatiques envoient des stagiaires, ce qui permet à l'AAEFAB de diffuser sa méthode et d'accompagner les pouponnières qui demandent à intégrer de nouvelles pratiques d'accueil pour les enfants abandonnés. Cependant, une fois qu'elles sont en poste, il arrive que les stagiaires formées rencontrent certaines difficultés à appliquer sur le terrain la méthode de l'AAEFAB.

L'équipe d'encadrement est constituée de huit formateurs de différentes spécialités: pédiatres, puéricultrices, psychologues et assistantes sociales.

Un projet important a été mis en place, il s'agit du centre de ressources qui est situé dans le Parc des Loisirs de Ben-Aknoun à Alger. Ce projet est le fruit d'un partenariat avec des ONG françaises dans le cadre de la création d'un Institut Méditerranéen de la Petite Enfance à Alger. Il comporte un fonds documentaire spécialisé sur la petite enfance, un pôle multimédia qui est ouvert aux étudiants, aux chercheurs et aux acteurs qui travaillent sur la petite enfance. Il a également pour vocation d'animer un réseau de professionnels de la petite enfance.

Fondation Mahfoud Boucebci

«Recherche et Culture»

Date de création : 1993

Président : Boucebci Abdelhamid

Tél : (213) 21 20 555 71

Email : fmboucebci@yahoo.fr

Adresse : lot 9 les bambous, cité des Bananiers,
Mohammadia 16200 Alger

Les limites du bénévolat

Pour beaucoup d'associations, le passage du bénévolat vers un fonctionnement professionnel est complexe. À la difficulté de mobiliser des bénévoles, notamment dans le domaine de la santé mentale et de la petite enfance, s'ajoute celle de trouver des financements qui permettent de couvrir les frais de fonctionnement ou de rémunérer des professionnels.

«Être psychiatre, c'est emprunter une longue route, (...) Soigner la souffrance sans jamais en tirer profit, respecter l'homme dans son essence libertaire... »

Mahfoud Boucebci, extraits, décembre 1990

Le centre Mahfoud Boucebci pour la prise en charge des enfants victimes de la maltraitance, a ouvert ses portes en 2001. Il est situé dans le nouveau quartier des Bananiers, une zone urbaine créée de toutes pièces à la fin des années 80, le long de l'autoroute de l'aéroport ; une immense cité qui plonge vers les «Pins maritimes », sur d'anciennes terres agricoles et qui accueillera à terme des dizaines de milliers d'habitants. Au début, les riverains voyaient avec méfiance l'arrivée des psychologues et psychiatres dans leur quartier. La confiance a été vite installée grâce à l'organisation de quelques activités de proximité et une bonne communication. « *On a la côte maintenant* » sourit Annette Boucebci, veuve du professeur Boucebci, qui a suivi l'avancée des travaux de la fondation mois par mois. Depuis décembre 1993, date de la création de la Fondation, celle-ci n'a pas cessé de promouvoir l'œuvre du fondateur de la psychiatrie algérienne, par des actions scientifiques et culturelles.

La Fondation Boucebci a été créée, en effet, quelques mois après l'assassinat du professeur Mahfoud Boucebci. Elle s'est fixée comme double objectif de pérenniser sa mémoire et son travail dans le domaine de la santé mentale, à travers un volet scientifique et un volet culturel. Elle a été constituée d'emblée par des gens de bonne volonté, dont des proches, des élèves ou des collaborateurs qui n'avaient jamais fonctionné dans l'humanitaire ou le bénévolat. Parmi ses objectifs : stimuler et animer des actions d'information, de formation et de recherche dans le domaine médical, psychologique, socio-éducatif et culturel. Ce n'est qu'après des années de bataille, que la fondation a pu obtenir un local, avec un système de location-vente, où a été érigé le centre de prise en charge.

«Nous avons formé des équipes, quatre médecins psychiatres qui assurent des vacations, et l'équivalent de psychologues qui viennent de façon bénévole et volontaire. Nous avons également une psychologue qui est rémunérée par le mécanisme l'emploi des jeunes. Elle reçoit et oriente les personnes, les prend en charge dans le cadre de l'écoute et du traitement, et éventuellement de la psychothérapie », explique le docteur Abdelkader Ouaar. Ce vieux routier de la psychiatrie, qui est l'un des deux vice-présidents de la fondation, a exercé dans divers hôpitaux algérois, avant d'ouvrir son cabinet.

Il a notamment participé à mettre en place une équipe de psys après le séisme de Boumerdès en 2003 : « *aujourd'hui nous nous sommes affinis* », explique-t-il, « *nous faisons de la prise en charge, et nous avons innové après le séisme en mettant au point une technique pour la prévention des troubles inhérents aux catastrophes naturelles. C'est une formation qui a donné de bons résultats ; l'Unicef nous a, par exemple, demandé de la dispenser dans certaines zones du Maroc touchées par le séisme d'Al Hoceima en 2004, et nous y avons envoyé une équipe.* » Il s'agit d'apprendre aux enseignants à

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

dépister eux-mêmes les enfants qui ont des troubles et qui nécessitent une prise en charge à la suite d'un grave traumatisme. Le fameux PTSD, syndrome post-traumatique.

Il reste aujourd'hui à pérenniser les activités de la fondation. « *Un point noir* » pour Annette Boucebcı. Le gestionnaire du centre est rémunéré grâce à un mécène et il est difficile de garder une équipe qui n'est pas rémunérée. « *Nous n'avons pas de financements qui nous permettent de faire des projets organisationnels et de terrain,* » commente-t-elle. « *Nous avons démarré sur une idée généreuse de bénévolat. Mais nous réalisons qu'il faut un personnel permanent et correctement rémunéré. Nous fonctionnons sur la base de projets, au coup par coup, et nous avons toujours eu de grandes ambitions. Le centre a été conçu dans les règles de l'art. Mais il est clair que le bénévolat à une durée de vie limitée...»*

Comme beaucoup d'associations, le passage du bénévolat vers un fonctionnement professionnel est complexe. À la difficulté de mobiliser des bénévoles, notamment dans le domaine de la santé mentale et de la petite enfance, s'ajoute celle de trouver des financements qui permettent de couvrir les frais de fonctionnement ou de rémunérer des professionnels.

**Association pour la Réhabilitation Psycho- Educative Infanto- Juvénile
-ARPEIJ-**

Date de création : 1993

Présidente : Houria Salhi

Tél : (213) 25 40 51 65

Email : arpeij@altern.org

arpeij.africa-web.org

Adresse : « Château Cherry », route de Ouled Yaïch

Blida

Un chantier-école pour des ados en échec scolaire

L'ARPEIJ a mis en place à Blida un centre de prévention et de lutte contre l'exclusion scolaire et sociale des enfants et des adolescents.

L'Association pour la Réhabilitation Psycho-Educative Infanto-Juvénile- ARPEIJ- a été fondée en 1992 par des professionnels de la santé mentale, qui exerçaient pour la plupart au service de pédopsychiatrie du CHU Frantz Fanon, à Blida. L'association s'est par la suite élargie aux professionnels des secteurs éducatif et culturel.

Elle a ouvert un centre, en 1998 au Château-Cherry une vieille propriété datant de la période coloniale et qui surplombe la cité du « Zinc » à Blida. Le domaine a été offert par sa propriétaire à la municipalité dans les années soixante, à deux conditions : qu'il ne soit pas dénaturé et qu'il soit utilisé uniquement pour des enfants. L'association y a lancé plusieurs projets et créé trois espaces pour enfants et adolescents. Des chantiers sont en cours : aménagement d'une patageoire et d'une animalerie. Un chantier école y a notamment été installé en 1999 avant d'interrompre ses activités en 2002 faute de moyens.

Aujourd'hui, le centre Château-Cherry fonctionne tant bien que mal au gré des financements : « *c'est une véritable acrobatie*, explique Douadi Nacer-eddine, administrateur de l'association. « *Nous sommes une vingtaine de personnes à travailler sur les trois catégories d'âge, et entre deux projets, c'est toujours délicat. Notamment pour les animatrices qui sont rémunérées et pour qui il doit y avoir une continuité*».

La direction de l'action sociale de Blida a doté 15 postes d'une rémunération dans le cadre du « filet social », dispositif d'aide à l'emploi, ce qui allège les charges explique Aïcha Djemia, administratrice adjointe, mais ne suffit pas à maintenir toutes les activités. Trois projets sont à l'arrêt en attendant de mobiliser des fonds, une difficulté récurrente pour l'ARPEIJ, ces dernières années : « *pour l'instant, nous avons sollicité le ministère de la Solidarité et celui de la Jeunesse et des sports, nous avons essuyé deux refus*».

Le chantier-école de l'espace adolescents a repris un temps ses activités, dans le cadre d'un programme de réinsertion soutenu par le PCPA, sous l'intitulé « une deuxième chance pour les exclus de l'école à Blida. » Objectif : soutenir la réinsertion sociale et professionnelle d'un groupe d'adolescents âgés de 14 à 16 ans par le biais d'ateliers professionnels encadrés et d'activités de socialisation. Il s'agit d'ateliers de menuiserie et de serrurerie ou d'activités liées à l'animalerie du centre ou au jardinage. Dans son expérience menée de 1999 à 2002, l'ARPEIJ avait enregistré des résultats satisfaisants : sur soixante ados, quarante-huit avaient été réinsérés en centre de formation professionnelle.

L'association estimait dans son projet que ces enfants ne bénéficient d'aucune possibilité de prise en charge institutionnelle, ce qui les destinait « *naturellement* » à des circuits de « *prédation et d'exploitation* » (collecte des déchets, « *apprentissage* » informel, prostitution, mendicité et délinquance).

Société algérienne pour l'aide psychologique, la recherche et la formation

- SARP -

Date de création : 1989

Présidente : Cherifa Bouatta

Tél : (213) 21 91 98 01

Fax : (213) 21 91 92 14

Email : sarp.sarp@gmail.com

Adresse : 27, rue du Boulodrome

Dely-Ibrahim Alger

Prendre en charge les familles victimes de violence : une priorité

La SARP est une association qui réunit des chercheurs et des psychologues et qui mènent des actions de formation. Elle accueille quotidiennement à travers les deux centres qu'elle a ouverts à Dely-Ibrahim et Sidi Moussa, des personnes ayant besoin de prise en charge psychologique ou d'accompagnement social.

Le local principal de la SARP est situé à Dely Ibrahim. Cette association, très active, regroupe des psychologues, des chercheurs de l'université d'Alger ainsi que des psychologues praticiens.

Le volet formation, qui a divers destinataires, est bien développé. Ces formations peuvent être de longue ou courte durée et concernent différentes techniques thérapeutiques (relaxation, thérapies brèves, bilan psychologiques...).

La SARP défend par ailleurs l'approche psychanalytique dans les formations qu'elle consacre à la psychothérapie. Au-delà de la formation, elle organise régulièrement des séminaires sur différents thèmes et poursuit ainsi la réflexion sur les pratiques qu'elle développe.

Les psychologues assurent en son sein des consultations ouvertes au public, aussi bien aux adultes, aux adolescents qu'aux enfants.

Le volet publications n'est pas en reste à la SARP ; des manuels et fascicules d'information et de sensibilisation à destination des intervenants sociaux (enseignants, éducateurs, associations, etc.) sont édités sur les thèmes de la santé mentale des adultes, des enfants et des adolescents. Un travail de conception d'outils de dépistage des troubles psychologiques chez l'enfant et l'adolescent scolarisé est engagé depuis 2006.

La SARP a été sollicitée par le CISP (Comité international de soutien aux populations), une ONG italienne, pour réaliser des entretiens avec des migrants vivant de façon irrégulière sur le territoire algérien, dans le cadre d'un projet d'aide au retour volontaire des immigrés clandestins sub-sahariens.

Cette action a duré deux années ; elle a consisté à identifier des migrants capables de monter des projets pour lesquels ils recevront un micro-crédit leur permettant un retour dans leur pays avec un projet viable. Pour cette mission, il a fallu faire un travail d'accueil, d'information auprès de ces populations, de motivation des personnes ainsi que l'évaluation des projets de retour.

Ce projet a enrichi l'expertise des chercheurs de la SARP ; il a permis un transfert de la méthodologie développée à des collègues du Maroc, qui ont souhaité effectuer le même travail dans leur pays. Par ailleurs les chercheurs de la SARP continuent à être sollicités pour intervenir lors de séminaires internationaux sur les questions migratoires au Maghreb.

La SARP a organisé en 1999 une enquête épidémiologique sur la santé mentale des populations de Sidi Moussa et sur les conséquences sociales et psychologiques des traumatismes consécutifs aux violences terroristes dans cette région tristement célèbre pour les massacres perpétrés à la fin des années 1990 (Rais, Bentelha, Bougara etc.) Un dur constat a été dressé par les professionnels de la SARP : les

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

familles survivantes ont montré des troubles psychiques et une grande souffrance, liées aux pertes humaines, au spectacle insupportable des violences, à une situation sociale et administrative des plus précaires. Suite à cette étude, le Centre d'Aide Psychologique de Sidi Moussa voit le jour pour prendre en charge les populations vivant dans cette région.

■ Farida Lafer, assistante sociale à la SARP, raconte son expérience

Farida Lafer travaille comme assistante sociale au centre de Sidi Moussa. Elle raconte son travail et son expérience sans cacher sa révolte et son indignation face aux situations des familles oubliées par tous.

«Tout est là dit-elle, le poids de la culpabilité. Les questions récurrentes et qui restent sans réponses : pourquoi nous ? Qu'avons-nous fait ? ». Pour obtenir le statut de victime de terrorisme aux familles touchées ou réclamer un droit, Farida connaît par cœur le parcours du combattant. Elle sait que rien n'est simple. Voici son récit.

«Je travaille en majorité avec les familles victimes du terrorisme, les mères des disparus, les familles nécessiteuses... Chaque cas est compliqué et reflète la complexité de ce qui s'est passé dans cette région dans les années 1990. Il y a eu des conséquences graves, même pour les familles qui n'ont pas été directement victimes. Il ne faut pas oublier qu'elles ont assisté aux massacres de leurs voisins sans rien pouvoir faire.

Je me suis rendue compte, au travers des témoignages des personnes qui me sollicitent, que les autorités n'ont pas mentionné ou enregistré tous les massacres de la région. En réalité il n'y a pas eu de véritables enquêtes sur les circonstances de l'assassinat des habitants de ces villages. En conséquence, je continue jusqu'à présent à accompagner les familles pour déclarer la perte de leurs proches, à la fin des années 1990, lors d'attaques terroristes.

Comme cela s'est passé plusieurs années auparavant, il faut retrouver des témoins, prouver que la victime a été assassinée ; enfin, l'horreur pour les familles qui doivent revivre cela. Mais c'est un passage obligé pour espérer recevoir une indemnité. Au centre, une avocate assure la constitution des dossiers et un suivi psychologique nécessaire est proposé pour accompagner des mères et leurs enfants. Je dis bien les mères, car il y a très peu de pères qui viennent au centre.

J'accompagne alors les familles à la gendarmerie, au Ministère de la solidarité, à la mairie... Les administrations ont fini par m'identifier et savent pourquoi je suis là. J'habite à Sidi Moussa. À force, je connais les familles et leurs situations.

Il y a des familles qui cumulent tout, tant leur situation est grave: constitution du dossier pour obtenir le statut de victime du terrorisme, prise en charge psychiatrique du père, scolarisation des enfants en leur trouvant des places dans des centres de formation professionnelle, recherche de logement parce que la famille, après avoir quitté le lieu du massacre, vit dans un bidonville.

Je trouve aussi des places dans les colonies de vacances. J'avoue que je favorise toujours les filles ; les garçons ont toujours le terrain de football improvisé sur les terrains vagues...

On a ouvert une ludothèque dans le centre pour permettre aux enfants qui viennent consulter d'avoir des activités de divertissement, de jouer, de dessiner et de lire des livres ou de regarder un film. Les enfants sont heureux de retrouver des moments de leur enfance dans ce lieu qui leur est dédié. Pour nous c'est important que les familles qui viennent nous voir se sentent accueillies.

Il m'arrive de faire des visites à domicile. C'est dans ces conditions que je découvre un père malade, une jeune fille sans activité professionnelle, un enfant déscolarisé... Alors je leur propose de venir au centre pour une prise en charge et pour évaluer leurs besoins. C'est un énorme travail de mise en confiance qu'il faut faire.

Enfin, c'est une prise en charge globale, sur tous les fronts mais avec ses limites. Par exemple on a du mal avec les adolescents. Ils sont plus difficiles à prendre en charge. Ce sont des gamins qui ont tout vu. On essaye de les convaincre de suivre une psychothérapie. Ce n'est pas toujours gagné, quand on sait qu'ils ont assisté à l'assassinat de leur frère, mère ou sœur et vivent avec...

Mais ici on sait aussi que les choses viennent progressivement. Tout à l'heure la psychologue a parlé de l'importance de la régularité dans le suivi des familles. C'est très dangereux d'interrompre subitement une thérapie ou bien un accompagnement social.

Ce qui est magnifique ici, c'est le travail d'équipe qui est fait. Je ne me sens pas seule en tant qu'assistante sociale. Il y a des réunions régulières avec les psychologues et le juriste pour discuter de chaque cas. Le but est de trouver la meilleure solution possible et de partager nos difficultés. On ne peut pas tout garder pour soi. Et puis chaque famille cumule tant de difficultés...

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

C'est le cas de Madame Z, mère de huit enfants, une femme vraiment courageuse, luttant tous les jours pour protéger sa famille.

Un groupe de terroristes a détruit sa maison après plusieurs menaces dans un village de la région. En tentant de s'enfuir, ils sont poursuivis et son fils de 19 ans est enlevé. C'était en 1994. Ils trouvent refuge auprès de proches parents, dans un village à proximité de Médéa. En 1996, le père et son autre fils de 18 ans décident de rejoindre les gardes communaux. Ce fils est tué dans des circonstances mystérieuses et le père tombe gravement malade. Il est suivi en psychiatrie et est déclaré inapte au travail. Pour obtenir le statut de victime du terrorisme, j'ai dû faire des démarches auprès de trois wilayas (Alger, Blida, Médéa) ainsi qu'auprès de la gendarmerie de Sidi Moussa et Meftah, sans compter le Ministère de la Solidarité. Le dossier constitué a été envoyé au procureur général, c'est lui qui prend la décision. On attend toujours.

Les psychologues ont suivi les deux filles de Madame Z. Elles ont pu bénéficier de cours de couture au centre de formation professionnelle. Le père, comme je le disais, est très souvent hospitalisé. Aujourd'hui, la famille se bat avec notre aide pour garder l'appartement qu'ils ont eu dans le cadre des aides accordées aux gardes communaux, mais ce n'est pas gagné. »

Centre d'Information sur les Droits de l'Enfant et de la Femme

-CIDDEF-

Date de création : 2002

Présidente : Nadia Ait-Zai

Tél : (213) 21 74 34 47

Email : nadia_ait@yahoo.com

Siège social : Alger

Une expertise au service des droits de la femme et de l'enfant

Le CIDDEF a été créé en 2002 sous l'égide d'une association culturelle. Il est devenu, sous l'impulsion de la juriste Nadia Ait-Zai, un centre de référence sur les droits de la femme et de l'enfant, et prend de l'envergure en matière de recherche.

Le Centre d'Information sur les Droits de l'enfant et de la Femme, le CIDDEF, est installé dans un quartier calme d'Alger, au pied de la cathédrale du Sacré-Cœur. Fondé en 2002, sous l'égide de l'association culturelle M'Barek Ait Menguellet, le centre tend aujourd'hui à devenir une structure autonome de référence, sous la direction d'une juriste de renom, Nadia Ait-Zai. Cette avocate dynamique et engagée, qui enseigne à la Fac de droit d'Alger, est une figure du mouvement féministe, qui a fait un crochet par la politique.

Après des études de droit, Nadia Ait-Zai a travaillé au sein de la direction d'une entreprise publique, les Galeries algériennes. En 1977, elle est détachée à la mairie d'Alger centre, où elle est élue deux années plus tard en tant que première adjointe au maire : « *c'était édifiant, se souvient-elle, on apprend beaucoup en tant que présidente de la commission des finances, en tant qu'officier d'état-civil ou de police judiciaire. On recevait le public et il fallait apprendre à gérer une mairie, avec une double casquette, la gestion proprement administrative et celle, politique, de monter des projets et de répondre aux besoins de la population.* »

En 1984, à la fin de son mandat, elle démissionne de son poste administratif ; elle rejoint la Fac de droit où elle enseigne, et entre au barreau d'Alger où il lui arrive encore aujourd'hui de plaider. Elle est révoltée par la situation des femmes. C'est durant cette période tumultueuse de l'adoption du code de la famille que l'idée de la création d'un lieu de mémoire et de lutte du mouvement féminin a germé :

« nous n'avions ni local ni moyens, mais l'idée mûrissait. Je réfléchissais aussi à un lieu d'accueil et à la création d'un fond documentaire pour le mouvement associatif. À l'époque, le combat des femmes tournait autour du code de la famille, avec deux slogans, son abrogation et son amendement, or les associations féminines ne maîtrisaient ni l'un ni l'autre concept, et je pensais qu'il fallait avant tout se documenter pour argumenter... »

Le CIDDEF voit le jour en 2002. Dès sa création, ce centre fait le lien entre les questions de l'enfance et de la femme et entame une longue collaboration avec l'Unicef: « *la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination et celle des droits de l'Enfant ont été des axes de travail importants pour nous, explique-t-elle. Dans le droit algérien, les droits de la mère sont étroitement liés aux droits de l'enfant, je pense aux mères célibataires, aux enfants naturels, au divorce, à la garde, la tutelle... »*

Deux ans après sa création, le centre met en place un service gratuit d'écoute et de conseil juridique sur ces questions. Des avocats reçoivent le public deux fois par semaine et la structure travaille en réseau avec des centres spécialisés, des associations ou des institutions comme la direction de l'action sociale (DAS). Le travail porte en général sur la violence, le divorce, la filiation.

Comme l'équipe du CIDDEF, les avocats sont bénévoles. « *Et c'est rare, regrette Nadia Ait-Zai, notamment pour le travail intellectuel. Le bénévolat tourne uniquement autour de la bienfaisance, ou de l'humanitaire, comme distribuer des vivres... »* Pour payer les charges - les bailleurs de fonds ne financent pas le fonctionnement - le centre donne également des cours d'informatique.

Dans les rayons du CIDDEF, plusieurs milliers d'ouvrages sont mis à la disposition de chercheurs,

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

d'universitaires et du mouvement associatif. Une bibliothèque thématique est complétée par des documents audiovisuels, des CD-ROM et des documents archivés. Une grande salle dans les sous-sols de l'imposante église en béton permet d'organiser des rencontres ou d'organiser des débats. Entre 2004 et 2007, le centre prend de l'ampleur en matière de recherche, et multiplie les séminaires et conférences. Il traite de problématiques importantes et publie une série d'études sur la formation aux droits de la personne, les enfants en danger moral et physique ou la sensibilisation aux amendements du code de la famille. Actuellement, un sondage national est en préparation avec le soutien financier de l'Agence de coopération espagnole pour mesurer le degré d'adhésion aux valeurs égalitaires sur les droits des femmes, des enfants et adolescents.

Nadia Ait-Zai a également participé, en tant qu'experte de l'Unicef et à travers le CIDDEF, à la mise en place d'un Plan national d'action (PNA) en faveur de l'enfant, initié par le gouvernement. Elle en tire une petite fierté, mais reste pragmatique : *« le travail de la société civile a été utile dans ces stratégies gouvernementales. Les grandes questions sur lesquelles nous avons travaillé et que nous avons développées par des séminaires ou des journées d'étude et de recherche ont été prises en compte, tout au moins les recommandations concernant le PNA ou la violence à l'égard des femmes. Il reste le politique, par exemple la question des quotas et du genre, le débat est lancé, nous avons des retours des partis politiques, du président de la République, de certaines institutions, c'est important... »*

Le centre a acquis une bonne expérience dans le montage de projets, la mobilisation de fonds et les financements sont diversifiés. La formation devient également une pierre angulaire des programmes du centre. Plusieurs sessions ont été organisées avec des formateurs d'horizons divers, sur des thèmes comme la législation ou l'éducation aux droits de la personne, à Ghardaïa, Ain-Temouchent, Constantine : *« nous avons bouclé deux formations sur le genre et l'économie. Nous allons passer rapidement à la formation de journalistes et de formateurs en direction des associations... C'est important pour nous et c'est une manière de créer un réseau et des relais. »*

Les formations portent également sur le montage de projets ou la création de sites Web. En effet le CIDDEF veut se spécialiser dans le renforcement des capacités des associations, avec le concours d'un centre de recherche libanais... Tout un programme. Nadia Ait-Zaï aime répéter que *« le travail n'attend pas »*. Elle part du principe qu'il faut lancer les projets et que les ressources suivent. Et au CIDDEF, les projets ne manquent pas.

Réseau des associations pour la protection et la promotion des droits de l'enfant – -NADA-

Date de création : 2004

Président : Abderrahmane Arar

Tél : (213) 21 23 79 85

Email : radde_nada@yahoo.fr

Adresse : 105, rue Didouche Mourad
Alger

Plaidoyer pour les droits de l'enfant

Le réseau Nada a pour objectif d'amener les associations et les institutions à intégrer la question des droits de l'enfant dans leur stratégie de développement et ce, par la formation, le plaidoyer, la sensibilisation et la mobilisation.

Le réseau NADA est né en 2004 à l'initiative des Scouts Musulmans Algériens. Cette organisation nationale, qui a existé avant l'indépendance, a servi de base logistique et méthodologique à la création de ce réseau. Elle a pour objectif principal de sensibiliser les associations qui travaillent dans le domaine de l'enfance, pour les amener à intégrer la question sensible des droits de l'enfant dans leurs pratiques et leurs objectifs de travail.

L'élément déclencheur de la création du réseau NADA a été le séisme, particulièrement dévastateur, de 2003, qui a touché la région du centre en Algérie. Les scouts musulmans se sont mobilisés sur le terrain du secourisme avec des ONG comme Touiza, la SARP et bien d'autres. Ces associations ont dû inventer des méthodes de collaboration pluridisciplinaires pour répondre aux besoins de l'ensemble des personnes sinistrées. Cette même année, l'UNICEF avait organisé un séminaire sur le travail en réseau, dont l'un des effets a été la concertation entre les associations pour constituer un réseau œuvrant à la promotion et à la protection des droits des enfants. Les Scouts Musulmans Algériens, porteurs de ce projet ont donné naissance à NADA en 2004.

«*Au départ il y a eu les craintes, de certaines associations du réseau, d'un contrôle des activités par les pouvoirs publics* », confie Abderrahmane Arar. Cela en raison des liens qu'entretient la structure des scouts avec les institutions de l'Etat. Mais il fallait au réseau une existence formelle pour la gestion des ressources humaines et des fonds. «*Aujourd'hui NADA a prouvé sa capacité à garder son autonomie et à monter des projets* », rajoute-t-il.

De 2004 à 2008 le réseau n'a eu de cesse de se structurer, de réaliser sa charte (adoptée en mai 2004) et de s'élargir à 100 ONG au niveau national à travers trente cinq wilayas.

Dans ce travail de structuration, le réseau a pu construire son autonomie. Abderrahmane Arar, son président, est détaché de la direction au ministère de la Jeunesse et des Sports pour assurer à plein temps sa gestion et la mise en place de l'action de plaidoyer pour les droits de l'enfant. Les locaux de NADA, situés rue Didouche Mourad, sont accessibles à toutes les associations adhérentes au réseau ou bien souhaitant s'informer sur les droits de l'enfant.

■ Pour un code de protection des droits de l'enfant

Selon l'avis de Abderrahmane, NADA est né pour répondre à un vide juridique en matière de code de protection des droits de l'enfant. Nada a intégré les travaux des groupes interministériels qui s'attellent à la rédaction d'une proposition de loi pour la protection des droits de l'enfant dans leur globalité. Proposition a été faite de la nomination d'un délégué de l'enfant, dont le rôle serait de veiller à faire respecter les droits des enfants nés hors mariage, leur placement dans une famille avec la mise en place d'un suivi.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

«Aujourd'hui les associations qui travaillent sur l'enfance n'intègrent pas encore la dimension du droit », fait-il remarquer. La mission du réseau est d'aider par la formation, par des stratégies de renforcement et la mise en place de groupes d'études, la prise en compte, de façon consciente, de cette dimension du droit et de son intégration dans le fonctionnement de la structure associative.

NADA préconise la formation, voir la spécialisation d'experts en droit, d'avocats et de médecins légistes spécialisés dans les droits de l'enfant.

C'est autour de la notion de plaider que NADA compte renforcer ses actions grâce à la participation active des partenaires publics ; mettant ainsi en place un comité consultatif pour la promotion et la protection des droits de l'enfant. Une façon pour NADA d'impliquer toutes franges de la société pour faire évoluer la législation et les pratiques sociales dans le domaine stratégique des droits de l'enfant.

■ «Je t'écoute », un centre d'écoute des plaintes et des violations des droits de l'enfant

«Je t'écoute » est un projet qui a été élaboré avec l'aide et l'expertise du PNUD et de l'ONU et soutenu par le PCPA (Programme Concerté Pluri-acteurs Algérie). Leur accompagnement méthodologique, à chaque étape du suivi, a permis aux animateurs de NADA de construire ce projet dont la phase pilote a démarré en avril 2008. Il vise à la mobilisation de tous les acteurs concernés par les droits de l'enfant et cela à plusieurs niveaux. Il s'agit de donner les moyens à tous les acteurs pour agir dans le sens de la dénonciation des violations des droits de l'enfant. Ce programme de formation, de plaider vise, aussi, à inciter les pouvoirs publics à renforcer davantage la protection de l'enfant.

La première étape du projet consiste à former, courant avril 2008, le personnel de la cellule d'écoute aux techniques d'écoute et de conseils. Il sera basé à Chéraga. La deuxième étape sera l'ouverture effective de ce centre qui enregistrera les plaintes et orientera les dossiers au sein des locaux de NADA, où une cellule technique et pluridisciplinaire sera mobilisée pour le traitement des dossiers et le lien avec les institutions.

Au-delà de ce centre d'écoute, qui constitue le cœur de l'action de NADA, les responsables du réseau continueront à promouvoir la culture des droits de l'enfant en organisant des campagnes publicitaires, des expositions de photos, des concours de dessins, des pièces de théâtre et d'autres actions, contribuant à faire en sorte que cette cause soit partagée par le plus grand nombre d'acteurs de la société.

Un centre culturel dédié aux droits de l'enfant sera ouvert dans le courant de l'année 2008.

Chapitre II - Lutte contre le Sida

- Association pour l'Information sur les Drogues et le Sida -AIDS Algérie**
- Association de Protection Contre le Sida en Algérie -APCS**



**Association pour l'Information sur les Drogues et le Sida
AIDS Algérie**

Date de création : 1996
Président : Adel Zeddami
Tél : (213) 21 74 15 28
Fax : (213) 21 74 43 74
Email : aids_algerie@yahoo.fr
www.aidsalgerie.org
Adresse : 7, rue Ahcène Khemissa
16100 Alger

Un travail de fond pour briser les tabous

Avec son programme de prévention en direction de groupes vulnérables, AIDS Algérie a adopté une stratégie élaborée dans le domaine complexe et délicat de la lutte contre le Sida. Avec un slogan clair : « mal informés, donc vulnérables. »

L'association AIDS Algérie a élu domicile à deux pas des palmiers de la place Hoche, au cœur d'Alger. Elle est installée dans de vastes bureaux dont elle est propriétaire depuis 2004 grâce à un financement du Fonds mondial (Global Fund), une organisation internationale qui mobilise d'importantes ressources pour lutter contre le Sida. L'ONG partage ses locaux avec une autre association, El Hayet, dont elle est partenaire, et qui - une première dans le monde arabe - réunit des personnes vivant avec le VIH.

Créée en 1996 par un médecin, Youssef Mehdi, professeur de médecine légale au CHU Mustapha d'Alger, AIDS Algérie était à l'origine une association de lutte contre la toxicomanie, avec un volet consacré au VIH. Face à la propagation du virus, elle s'est rapidement orientée vers la lutte contre le Sida, devenant une association thématique. L'ONG est le principal bénéficiaire des subventions des agences des Nations Unies et mobilise par ailleurs des ressources importantes auprès de divers bailleurs de fonds.

Depuis une dizaine d'années, AIDS Algérie met régulièrement en place des campagnes de sensibilisation et d'information, qui se déroulent maintenant dans une quinzaine de wilayas. Elle s'appuie sur un réseau de bénévoles et de personnes ressources, en général des universitaires, des éducateurs, des professionnels de la santé, ou des fonctionnaires...

Dans le cadre de son plan d'action, AIDS travaille actuellement sur l'accès à la prévention, qui vise en premier lieu les jeunes et les populations vulnérables. Ce programme a la particularité d'associer ces deux populations cibles, sous la dénomination d' « éducateurs pairs », au travail de proximité. En clair, des travailleurs du sexe, des jeunes bénévoles, des homosexuels ou des personnes en situation de précarité sont informés et formés avant de participer à leur tour à des campagnes de sensibilisation auprès de leurs « pairs » : « *Ils comprennent bien les messages et sont les meilleurs à les transmettre. C'est innovant, et cela nous permet d'avoir plus d'impact et de démultiplier les relais.* » Explique Yahia Zaidi, le jeune chef du projet. Ce technicien en architecture de formation a lui-même été sensibilisé sur le terrain à la question du VIH/Sida. Il a par la suite été bénévole avant de suivre diverses formations de AIDS Algérie et d'intégrer son programme. Il est depuis peu l'un des quatre salariés de l'association.

La prochaine campagne, à laquelle, il travaille sera serrée au niveau des interventions comme du timing. En cinq jours, l'équipe doit alterner les sessions dans des espaces très différents : lieux publics, structures sociales, maisons de jeunes, centres de santé, pour finir avec des interventions dans des maisons closes. Une gageure dans un domaine où les tabous sont forts et la communication difficile. Mais la technique de AIDS est rodée. Les éducateurs sont formés à l'approche et doivent s'adapter en fonction des personnes rencontrées : « *que ce soit un médecin ou un jeune, c'est le terrain qui décide. En général nous ne donnons que l'essentiel. Notre approche méthodologique se base sur les connaissances des personnes rencontrées, que nous cernons à travers un questionnaire. Cela nous*

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

permet d'avoir des retours, de savoir si le message est passé». Et les publics cibles peuvent être différents. A Tamanrasset par exemple, l'équipe a visé en premier lieu les travailleurs du sexe, les migrants et les leaders associatifs...

AIDS anime par ailleurs un réseau national, ANAA (Algeria network against Aids, réseau algérien contre le sida) : *« c'est le résultat des formations en direction du secteur communautaire, de la société civile, ou d'une vingtaine d'associations de l'est du pays qui activent dans des domaines aussi différents que la jeunesse, l'environnement ou l'alphabétisation. »* poursuit Yahia Zaidi. Objectif : qu'elles introduisent le thème dans leurs activités et leur plan d'action, en échange d'un appui technique. L'association tente ainsi de répondre de manière globale et complète à la problématique, en formant des intervenants de terrain, en travaillant étroitement avec les professionnels de la santé, les milieux communautaires, le milieu associatif et les structures sociales.

L'équipe s'attelle actuellement à la « rationalisation des fonds » de son nouveau programme. Il s'agit pour l'ONG d'amener ses partenaires traditionnels à soutenir des chapitres précis du projet global qui s'étalera sur cinq ans. Celui-ci bénéficie déjà de l'appui technique d'Onusida, ainsi que du soutien de l'ambassade des Pays-bas à Alger et du Fonds mondial : *« sans l'apport du Fonds mondial, nous en serions restés au stade de la gestion de petits projets, commente Farida Mahdid, l'assistante administrative de l'ONG. Onusida nous a également beaucoup soutenus depuis 2000. Mais c'est probablement le travail de terrain qui nous a apporté le plus d'expérience depuis le début. »*

Cette jeune technicienne en médecine légale a longtemps été bénévole avant de devenir membre active de l'association. Elle a notamment été initiée avec Yahia Zaidi à la gestion de projets.

Dernière formation en date : une session organisée en Egypte par le réseau RANAA (Réseau régional arabe contre le Sida), en février 2008. Une trentaine d'ONG d'horizons divers y ont participé. Des experts et des bailleurs comme les fondations Ford ou Coca-Cola ont animé des ateliers traitant par exemple de la mobilisation de ressources ou du partenariat avec des compagnies privées : *« cela apporte un plus à notre travail, commente Yahia Zaidi. Après la formation, nous avons fait un débriefing sur ce que nous avons appris, sur la façon de l'intégrer dans notre plan d'action et de l'adapter à notre contexte de façon réaliste et pragmatique, notamment pour le suivi, l'évaluation... »*

L'ONG a donc acquis, en l'espace de quelques années, un savoir faire important dans le plaidoyer et la mobilisation de ressources. Seule ombre au tableau, selon Yahia Zaidi : la capitalisation des projets : *« malgré notre expérience et notre position de référence dans la région, c'est un point faible. Nous ne documentons pas ou pas assez notre expérience, nous essayons désormais de le faire... »*

■ Une étude comportementale inédite

AIDS présente cette particularité d'avoir une bonne expérience en matière d'enquête et d'évaluation sur le terrain. L'équipe a notamment produit deux études, l'une en partenariat avec l'enseignement supérieur (drogues injectables, même si le phénomène semble peu étendu) l'autre sur le travail du sexe, un long travail d'investigation avec une équipe d'enquêteurs de terrain et d'experts. Cette véritable enquête sociologique, lancée en 2006, a nécessité un long travail d'entretiens et d'écoute, et servira à affiner les programmes de prévention et de sensibilisation. Elle a montré notamment que le préservatif n'est pas reconnu socialement comme un moyen de prévention et que son utilisation est sélective et aléatoire.

L'équipe de recherche a mis en place un dispositif méthodologique à partir d'une réflexion collective approfondie. Trois enquêteurs, des travailleurs du sexe et des professionnels de la santé impliquée dans la recherche ont été formés. Le processus d'investigation a parfois duré plusieurs mois et l'équipe a rencontré trente travailleurs du sexe, hommes et femmes, à Alger, Oran et Tamanrasset.

Ce document diffusé auprès de ses partenaires et de certaines institutions ne traite pas uniquement du travail du sexe, mais plus largement des « rapports prostitutionnels » : il observe attentivement les pratiques sociales liées au phénomène et les agents sociaux qui y sont impliqués, sont loin selon ses auteurs, « de privilégier une approche misérabiliste ou de dramatisation sociale ». Le travail du sexe est donc questionné à partir de ses rapports sociaux et des autres acteurs qui sont au cœur de la prostitution : proxénètes, policiers, patrons de maisons de passe, clients... L'étude montre la déchéance sociale de travailleuses du sexe, qui a « émergé antérieurement avec leur statut de femme », et ce pour des raisons multiples : divorces, mariages forcés, abus sexuels, grossesse non désirée, violences plurielles au sein de la famille etc.



**Association de Protection Contre le Sida en Algérie
-APCS-**

Date de création : 1998

Président : Abdelaziz Tadjeddine

Email : aziz_tadj@yahoo.fr

www.sida-info-service.org/international/algerie

Adresse : BP 356 31 024 Oran

Le premier centre de dépistage anonyme et gratuit en Algérie

L'APCS crée le premier centre de dépistage anonyme et gratuit du Sida en Algérie. Elle développe des programmes éducatifs et de sensibilisation auprès de divers publics. Elle met en place des actions innovantes pour aborder la question sensible du Sida VIH et apporter des solutions de prévention et de prise en charge de personnes atteintes par la maladie.

L'APCS d'Oran a aménagé des locaux au sein d'un centre de santé au cœur du quartier Gambetta. L'équipe dynamique de ce centre de dépistage, anonyme et gratuit, se mobilise quotidiennement pour accueillir les patients, mais aussi pour organiser des activités de sensibilisation et de plaidoyers auprès des populations, des autorités ou des institutions.

C'est dans un contexte très difficile, jonché d'obstacles et alourdi par le poids des mentalités, que ces équipes travaillent. Elles sont guidées par le Dr. Tadjeddine qui maîtrise, à force, tous les aspects du problème : «travailler sur la problématique du Sida et des MST en Algérie, c'est s'attaquer de fait à d'innombrables questions que la société a du mal à affronter», dit-il. Le constat du Dr Tadjeddine est plutôt alarmant. « *Si on ne fait rien, l'épidémie va s'étendre et ce sera un naufrage* ». D'après les statistiques, l'épidémie fait déjà d'énormes dégâts. Aujourd'hui, il y a presque autant de femmes que d'hommes porteurs du virus ; ce qui n'était pas le cas, il y a quelques années. Dr. Tadjeddine anime, en évitant toute langue de bois, une réunion pour poser les choses comme elles sont. Il ne néglige aucun des aspects sociologiques, religieux, médicaux, psychologiques, migratoires...

«*La problématique du VIH Sida et par conséquent du dépistage, dépasse de loin le cadre médical ou de la santé, là où on voudrait la confiner... C'est aussi, surtout un problème de société et de développement*». Le problème est ainsi posé par le Dr Tadjeddine qui parle aussi du tabou énorme qui entoure cette maladie. La femme est souvent incriminée, considérée comme satanique. Elle est celle par qui le mal arrive. Pour beaucoup, elle est la cause immédiate de cette maladie honteuse et mortelle. Ceci est évidemment en relation directe avec le statut des femmes en Algérie ; les femmes, considérées comme des mineures à vie par le code de la famille. Elles ne peuvent pas négocier l'emploi du préservatif avec un mari séropositif sans risquer de se faire répudier et se retrouver à la rue avec ses enfants.

Il est très difficile de quantifier ou même d'aborder l'impact du Sida quand on sait que les travailleuses et les travailleurs du sexe sont de plus en plus jeunes. La dégradation de leurs conditions de vie dans la société s'amplifie avec le phénomène de l'exode rural dû aux problèmes de sécurité. Ces jeunes filles et ces jeunes hommes subissent des pratiques dangereuses et n'en mesurent pas l'impact sur l'épidémie. Reconnaître cette maladie, c'est admettre les relations hors mariage, la prostitution, qui n'est que le résultat de la paupérisation de la société, les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes... Mais la réalité sociale est là, nul ne peut la nier.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Par ailleurs, dans le contexte actuel marqué par des flux migratoires, l'Algérie est devenu un pays d'asile pour de nombreux migrants qui espèrent trouver le moyen de franchir la mer Méditerranée. Ces personnes qui séjournent en Algérie vivent aussi leur lot de discriminations, de souffrances et d'exclusions. Ils sont stigmatisés comme porteurs du virus VIH ce qui n'aide pas à améliorer leur situation déjà chaotique. « *L'Algérie aujourd'hui n'est plus seulement un pays de transit, elle doit assumer également son rôle d' "hôte" et respecter la dignité des hommes* », commente Dr Tadjeddine.

C'est dans ce contexte sociétal marqué par la moralisation de cette maladie que l'APCS agit au quotidien. Aziz Tadjeddine déplore le comportement discriminatoire des blouses blanches quand il s'agit de prendre en charge des malades. Souvent l'accès aux soins dans de nombreuses spécialités (soins dentaires, explorations endoscopiques, accouchements, interventions chirurgicales, réanimation, hémodialyse) se heurte à de nombreuses difficultés voire à un refus. Il est très difficile d'aborder ce problème dans un environnement où ceux qui sont censés prendre en charge les malades ont un comportement de rejet et de jugement. Ils refusent d'assumer leur mission : soigner. Le même problème se pose pour les mères atteintes du virus VIH et qui sont sur le point d'accoucher, elles ne trouvent pas de place dans les maternités.

L'APCS, à travers son centre de dépistage anonyme, volontaire et gratuit lutte au quotidien pour une prise en charge globale des personnes atteintes par la maladie ou qui pensent la porter. Par l'anonymat du dépistage, ils comptent lutter contre les dépistages qui se font dans les hôpitaux à l'insu des malades. Le dispositif mis en place dans ce centre est un exemple d'une bonne pratique à suivre et à généraliser. Et pour cause, les personnes qui viennent se faire dépister passent par plusieurs étapes. Elles sont accueillies dans le respect de l'anonymat qui leur permet de décider elles-mêmes d'en parler ou pas à leur entourage. On sait tout le rejet et l'hostilité que vivent les personnes porteuses de cette maladie. Le médecin qui les reçoit leur explique les conséquences du dépistage. Cette première prise de contact est l'occasion pour les patients d'être sensibilisés aux comportements à risque et à l'importance de l'utilisation systématique des préservatifs lors de rapports sexuels. Les préservatifs sont distribués gratuitement dans le centre. Le protocole médical de dépistage est systématiquement expliqué.

En cas de positivité, la personne est prise en charge sur le plan médical et psychologique. Des adresses de médecins privés ou de cliniques, qui acceptent de soigner gratuitement ces personnes, sont établies pour faciliter la prise en charge. Certains ont un besoin urgent de soutien psychologique pour accuser le coup et agir pour se soigner. Les médecins de l'APCS sont formés à être à l'écoute de tous les cas, quelque soit la situation sociale ou l'âge de la personne.

Un projet de ligne téléphonique d'écoute gratuite est en cours de réalisation en partenariat avec Sida/INFO. L'objectif est de permettre aux citoyens de téléphoner pour demander conseil en toute confidentialité.

L'association encourage également les jeunes à participer pleinement aux activités de sensibilisation et de sorties sur le terrain. Le projet de formation d'éducateurs pairs a été mis en place par l'APCS en partenariat avec ALCS (Association de lutte contre le sida), qui est lié à l'Alliance Internationale contre le VIH/Sida, basé au Royaume-Uni.

■ **Yacine et Badri, éducateurs pairs, deux étudiants impliqués dans le travail de sensibilisation**

Yacine : nous sommes tous les deux étudiants. Nous avons participé à un projet, initié par l'APCS, qui consiste à former des éducateurs pairs à sortir sur le terrain pour sensibiliser les jeunes à la problématique des maladies sexuellement transmissibles (MST) et aux méthodes de prévention à développer pour éviter l'extension de l'épidémie du VIH Sida.

Badri : c'est un projet qui a été initié par un organisme anglais et qui regroupe des Libanais et des Tunisiens. Le projet devait avoir lieu à Alger, mais cela n'a pas été possible alors nous avons constitué un groupe de jeunes à Oran et deux Algérois ont rejoint le projet.

Yacine : au départ, nous avons été attirés par la nouveauté et nous ne connaissions pas bien le monde associatif. Mais on y a vite pris goût. C'est important de se sentir utile. On a été formé évidemment par un médecin de l'APCS. La formatrice a été directe avec nous, au début c'était choquant et effrayant. Mais c'est cela la réalité de la maladie. On a compris qu'on avait une responsabilité. Nous avons mesuré à quel point nous étions ignorants. On ne connaît pas bien cette maladie. Nous avons pu au cours de la formation faire des simulations de situations et apprendre à parler aux autres de la maladie.

Badri : nous avons été chargés de recruter des personnes dans tous les milieux pour qu'ils soient

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

formés à devenir des éducateurs pairs et faire le travail de sensibilisation dans leurs milieux. C'est plus simple et plus crédible.

Yacine : par exemple nous avons été chercher des travailleurs du sexe, des travestis, des hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, des étudiants homosexuels... Chaque éducateur pair formé sort sur le terrain avec des préservatifs, des dépliants et essaye de toucher un maximum de personnes.

Badri : par exemple nous agissons au sein de la cité universitaire et de l'université. On a observé à quel point le sujet était tabou. Par exemple, il y a des étudiants qui nous disent au début « *je ne veux pas de préservatif, je n'ai pas de relations sexuelles* ». Quelques jours plus tard, ils viennent nous voir pour nous demander des conseils et des informations sur la maladie.

Yacine : nous informons aussi sur le centre de dépistage anonyme et gratuit, pour encourager les étudiants qui ont eu des rapports sexuels non protégés à venir ici voir un médecin.

Badri : nous organisons régulièrement des réunions avec les autres éducateurs pairs pour faire le point, échanger les expériences. J'avoue que j'ai appris énormément de choses sur notre société. Les travailleurs du sexe racontent que les hommes qui viennent les voir refusent d'utiliser le préservatif. Mais ils continuent de le proposer. Peut-être que cela entrera un jour dans les mœurs.

Yacine : c'était un travail dur mais nous sommes contents car nous avons touché depuis 2006 plus de trois mille personnes, et distribué neuf cent préservatifs.

Badri : d'ailleurs nous nous préparons à poursuivre cette opération avec un peu plus de moyens. Par exemple nous avons demandé que les éducateurs pairs soient indemnisés pour les taxis et les réunions dans les cafés. C'est toujours plus facile de discuter autour d'un café. Il est donc important que les éducateurs pairs disposent d'un petit budget.

Chapitre III Culture, éducation, insertion

Association Algérienne pour la Protection de la Santé de l'Enfant- AAPSE
Association Etoile Culturelle d'Akbou
Collectif d'Initiation aux Activités de Recherche Appliquée CIARA
Association Bios
Ligue des Activités Scientifiques et Techniques de Jeunes - LASTJ
Association culturelle El Amel
Association AFAK Si Mustapha
Association Amusnaw
Association Nationale de Volontariat Touiza

Association Algérienne pour la Protection de la Santé de l'Enfant

-AAPSE-

Date de création : 1989
Présidente : Salima Deramchi
Tél : (213) 21 29 54 96
Fax : (213) 21 29 54 97
Siège social : Alger

L'école de la deuxième chance

L'Association Algérienne pour la Protection de la Santé de l'Enfant se consacre entièrement au projet de «l'école de la deuxième chance». Cette école prend en charge les jeunes, de plus de seize ans, exclus du système scolaire.

L'école de la deuxième chance est basée à Bab-Ezzouar (banlieue Est d'Alger). Elle regroupe une quarantaine de jeunes, filles et garçons, recalés du système scolaire, âgés de plus de 16 ans.

Dans cet entretien, Salima Deramchi, présidente de l'APSE, médecin de formation et aujourd'hui consultante, éclaire certains points concernant son association : «*notre association s'occupe de la santé au sens large. Il s'agit de travailler sur l'éducation citoyenne, sur les droits de l'enfant et de la personne humaine*».

Cette expérience qui a commencé en 2003 est la première du genre en Algérie.

■ Salima avec son franc-parler, raconte cette aventure qu'elle compte bien pérenniser. Aujourd'hui le travail de l'association est centré sur l'activité menée au sein de l'école de la deuxième chance.

Je crois que c'est la première expérience en Algérie. Comment vous est venue cette idée?

Au départ on était un groupe de militants de gauche, soucieux d'agir dans notre société pour sensibiliser les jeunes aux actes citoyens, tout en leur inculquant des valeurs. L'école est née en 2003. Mais l'association avait à son actif une grande expérience auprès des jeunes. Nous nous sommes créées, comme beaucoup d'associations, en 1989. La nouvelle loi sur les associations nous a permis d'être régularisés. On appelait cela «l'ouverture démocratique».

En 1990, à partir d'une étude de terrain sur les jeunes et la drogue, nous avons commencé à agir en direction des jeunes d'Alger pour les aider à abandonner la consommation de stupéfiants. À l'époque, nous avons privilégié de sensibiliser ces jeunes au travers de spots audiovisuels que nous avons produit pour être diffusés à la télévision algérienne. On avait aussi réalisé une campagne de sensibilisation aux moyens de contraception.

De quelle manière avez-vous travaillé avec les jeunes ?

Cela consistait à organiser des week-ends avec les jeunes dans des villes, loin d'Alger ; par exemple Boussaâda. Lors de ces visites dans les villes et les villages, les jeunes discutaient de leur expérience avec d'autres jeunes. Notre objectif étant qu'après notre départ, des collectifs locaux naissent pour poursuivre le travail de terrain.

Et vous continuez à faire ce travail maintenant ?

Oh non... Les choses ont bien changé. Depuis 1992, avec la dégradation de la situation sécuritaire, nous avons vécu, comme plein d'autres associations, une dislocation. Ce passage à vide nous a peut être permis de nous recentrer. Nous avons réfléchi au meilleur moyen de continuer notre travail, mais ce n'était pas facile. Le contexte des années 1990 était très dur et la violence quotidienne ne nous

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

permettait pas d'envisager des actions.

Revenons à l'école de la deuxième chance, comment est-elle née?

Avec les membres de l'association nous avons pensé agir dans une commune d'Alger réputée pour la délinquance et l'errance des jeunes. Sans parler de la propagande islamiste. Nous avons ouvert deux classes dans des locaux à Bab-Ezzouar. La première promotion comprenait quarante élèves de plus de seize ans exclus du système scolaire. Nous avons procédé, d'abord, à une remise à niveau pour préparer les élèves à passer les concours des centres de formation professionnelle.

Quel est le profil des enseignants qui les encadrent ?

Nous avons réalisé un diagnostic et avons fait le constat suivant: les jeunes exclus ne peuvent pas avoir en face d'eux des enseignants de l'éducation nationale. Situation qui risquerait de leur rappeler leur échec. On a préféré recruter des étudiants en fin de cycle ou bien au chômage pour encadrer les jeunes. Ces étudiants sont formés à notre méthode qui consiste à donner aux jeunes une éducation civique et à les rendre responsables de leur destin. On sait que ces jeunes ont été recalés pour des raisons diverses de manque de moyens ou de méthodes pédagogiques qui ne correspondent pas à leur profil de jeunes en difficulté. Et puis notre principe de base est de responsabiliser le jeune. De l'impliquer dans la gestion de l'école.

Comment travaillez-vous avec l'environnement de cette école ?

Nous avons le soutien des parents qui comprennent notre démarche, et les commerçants de proximité, avec qui nous avons de très bonnes relations, nous aident lorsque nous avons besoin d'organiser des sorties. Ils font des donations. Le responsable de l'école est un psychologue, il habite au-dessus de l'école. Cela en facilite la gestion. Comme je le disais, les jeunes gèrent eux même leur lieu. Ils le nettoient et en prennent soin car ils sentent que c'est à eux. Ils sont même autorisés à venir le soir faire leurs devoirs ou bien jouer. L'école fait vraiment partie du quartier. D'ailleurs, lors du séisme de 2003, les locaux de l'école sont devenus le quartier général de l'organisation des secours.

Au-delà de l'aspect pédagogique et citoyen, organisez-vous d'autres activités avec les jeunes ?

Oui, nous avons la chance d'avoir à notre disposition un mini bus. Les sorties sont donc facilitées. Nous allons au musée du Bardo, à la plage avec ou sans les parents... Je vais vous faire rire : nous avons organisé une sortie à la cinémathèque d'Alger pour voir ensemble un film. C'était la première fois que ces jeunes voyaient un film sur grand écran. Ils ont été impressionnés !

Je suppose que les parents n'ont pas les moyens de payer la scolarité de leur enfant. Comment financez vous cette école ?

Les trois premières années, nous avons été soutenus par une association française, la CIMADE, au travers d'un dispositif du Ministère français des Affaires Etrangères. Nous avons pu tisser un partenariat avec la mairie de Cergy, en Ile-de-France, et nous continuons à rechercher d'autres financements.

Quel est le taux de réussite de votre école ?

80 % de réussite, avec parfois des élèves qui restent deux ans à cause de leur niveau très faible. Dans la majorité des cas, nous arrivons à trouver à ces jeunes des places en apprentissage. Notre fierté, c'est la réussite d'un des jeunes au concours du CFPA (Centre de Formation Professionnelle). Il a été classé major de promo. Grâce à ses résultats, il a pu intégrer un lycée technique. Je suis fière de voir ces jeunes que tout le monde nomme «voyous» réussir et trouver du travail. Parfois les anciens élèves reviennent pour transmettre leur expérience et parler de leur parcours. On ne les oblige pas. C'est sur la base du volontariat qu'ils nous rejoignent.

Vous parlez de principes dans lesquels baignent les jeunes dans l'école. Pourriez-vous citer les plus importants, ceux que vous défendez le plus ?

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

D'abord l'égalité homme-femme. Dès le départ, je tenais à ce que l'association soit mixte. Maintenant il y a plus de filles que de garçons. Nous développons le sens des responsabilités. Notre but est de faire de ces jeunes des citoyens qui s'impliquent dans la vie de leur cité ; qui prennent soin de la propreté et de la sécurité de leurs immeubles. Evidemment au sein de l'école, nous insistons sur le fait que les convictions politiques et religieuses de chacun doivent rester dans le domaine du privé et ne pas interférer dans l'enseignement. Nous sommes très attachés à la culture et à la solidarité et veillons à ce que ce soit partagé par le plus grand nombre. Quand je parle de solidarité, j'entends, par là, des activités très concrètes. Les élèves rendent visite régulièrement aux personnes âgées qui vivent non loin de l'école, en hospice. Ils les lavent, les coiffent, les divertissent... C'est l'éducation citoyenne que nous défendons.

Et comment comptez vous transmettre aux élèves toutes ces valeurs ?

Cela se fait au quotidien et par l'exemple donné de notre comportement. Quand je parle d'égalité homme-femme, nous commençons par nous-mêmes. Les encadreurs et les administrateurs agissent tous les jours dans le sens de donner l'exemple.

Des projets ?

Pérenniser cette action, renforcer nos équipes par la formation, réaliser un film documentaire pour capitaliser notre expérience et diffuser notre savoir faire.



Etoile Culturelle d'Akbou

-ECA-

Date de création : 1970

Président : Mouloud Salhi

Tél : (213) 34 35 86 61

Fax : (213) 34 35 75 17

Email : aecakbou@yahoo.fr

Site web : etoile-culturelle.com

Adresse BP n°38 Akbou-hôpital

06200 Béjaïa

L'éducation à la citoyenneté au cœur du travail associatif

L'Etoile Culturelle d'Akbou est une association culturelle. Elle active dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté, de la lutte contre l'illettrisme et de la promotion de la culture algérienne et plus particulièrement la culture amazighe à travers la musique, la poésie et la littérature.

Akbou est un village situé au cœur de la vallée de la «Soummam » à 50 km de Béjaïa. Cette commune, qui a les allures d'une ville, a vu naître l'association Etoile Culturelle dans les années 1970.

L'association occupe le premier étage du centre culturel. Ce local a été alloué par l'APC d'Akbou. Mouloud Salhi, le président de l'AECA (Association Etoile Culturelle d'Akbou), parle de tous les efforts déployés par son organisation pour que la commune, à travers ses élus, puisse s'impliquer et être à l'écoute de la demande des citoyens. « *L'élu devrait s'adapter à l'environnement et à l'évolution des besoins des citoyens de sa ville, tant sur le plan sanitaire, social que sur le plan de l'éducation...* », dit-il.

Le local de l'AECA est un vrai lieu de rencontre : tous les jeudis, les portes sont ouvertes aux animateurs des associations d'Akbou mais aussi de toute la région. Ils viennent s'informer sur les moyens et méthodes pour monter des projets, autant sur le volet de la gestion financière, que de la création et du suivi des activités. L'espace multimédia est aussi une des raisons de cette affluence du jeudi ; de nombreux jeunes, garçons et filles, étudiants, chômeurs ou jeunes travailleurs viennent faire des recherches sur Internet. « *Il y a des étudiants (es) qui viennent travailler leur mémoire de fin d'études ici, on met à leur disposition nos documents et nos livres, plus spécialement quand il s'agit d'une recherche en Tamazight, notre fonds est assez riche* », commente Mouloud Salhi.

Compte tenu de la diversité des activités, l'association s'est organisée en plusieurs commissions, chacune étant responsable d'un secteur d'activité.

La commission formation - insertion s'occupe essentiellement des échanges inter-associatifs. Elle met en place des cours d'alphabétisation et veille à leur bon fonctionnement. L'objectif est de lutter contre l'illettrisme et l'analphabétisme et de promouvoir l'apprentissage des langues à tout âge. C'est dans l'un des collèges de la ville que se déroulent les cours. Trois classes ont été mises à la disposition de l'association. Les enseignantes encadrent des groupes qui sont réunis selon les niveaux d'étude. Ces cours sont ouverts à tous les âges : « *il n'y a pas d'âge pour apprendre* », commente un monsieur, qui nous récite une poésie très touchante sur les droits des femmes. Le programme est basé sur l'apprentissage des langues, arabe et français ainsi que le calcul.

La commission scientifique s'occupe de l'environnement et de la prévention sanitaire ; des activités liées à la sensibilisation et à la protection de l'environnement. De retour des classes vertes, les enfants (filles et garçons) encadrés par des moniteurs de l'association, envahissent le local de l'association. On pouvait lire sur leurs blouses: « *je protège la nature* ».

Un autre volet sanitaire est pris en charge, celui de la prévention des maladies sexuellement transmissibles et du Sida. La presse avait relayé la formidable caravane des cyclistes, qui est passée par plusieurs villes de l'Est algérien, pour sensibiliser la population à cette maladie grave et ses

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

conséquences.

Enfin, la commission culturelle s'occupe essentiellement de la production culturelle. L'été dernier, a été organisé le huitième festival «Carrefour culturel de la Soummam » en hommage à Aït Menguellet, un grand chanteur et parolier de la musique kabyle. L'association a aussi soutenu la création de trois pièces de théâtre d'expression amazighe qui se produisent, entre autres, lors du festival d'expression amazighe qui en est à sa quatrième édition.

L'association couvre un champ d'activités très vaste, ce qui développe chez ses membres une expérience riche et multiple. Mouloud Salhi fait remarquer qu'il ressent, aujourd'hui, le besoin de capitaliser toutes ses actions à travers un écrit ou un récit d'expérience qui va au-delà des rapports d'activité ou bien des PV de réunions. *«C'est important de transmettre nos expériences, mais avant, nous devons nous même analyser notre travail en l'écrivant. C'est important de prendre du recul par ce biais-là»*, confie-t-il.

La diversité et la richesse des actions de l'AECA n'ont pas empêché ses membres de s'engager dans un projet à long terme. Il s'agit de « L'école du jeune citoyen », mise en place et développée depuis 2003, en partenariat avec le Réseau des associations s'occupant de la famille et la CIMADE (Comité inter mouvement auprès des évacués - service œcuménique d'entraide), qui est une association française spécialisée dans l'accueil, la formation et l'orientation des demandeurs d'asiles et des réfugiés.

L'AECA ouvre depuis cinq années des classes aux jeunes ayant le niveau terminal et qui ont été exclus du système scolaire après avoir échoué au bac. L'objectif est de leur permettre d'avoir une deuxième chance d'insertion professionnelle et sociale. Ces élèves, filles et garçons ont la possibilité, grâce à l'encadrement prévu, de repasser le bac ou bien de passer les examens d'entrée dans des centres de formation professionnelle. Au-delà des matières classiques, un programme très riche est concocté pour élargir la culture et les champs d'intérêts des élèves. *«J'ai remarqué que les élèves accueillent favorablement les séances d'éducation environnementale, sanitaire, sportive et les discussions thématiques autour de sujets divers qui les concernent»*, constate Mouloud Salhi. Par ailleurs, ils s'inscrivent presque tous à la bibliothèque. Certains élèves, en difficulté, bénéficient même d'un accompagnement psychosocial.

Chaque année une quarantaine d'élèves s'inscrivent. Même si une grande partie d'entre eux estiment qu'ils sortent d'une expérience réussie lors de leur passage par «l'Ecole du jeune citoyen», pour l'AECA, le plus important, c'est de voir ces jeunes devenir citoyens, reprendre confiance en eux après un premier échec dans le système scolaire, et s'ouvrir à la culture de la différence.

Associations algériennes
Des parcours et des expériences



Collectif d'Initiation à des Activités de Recherche Appliquée -CIARA-

Date de création : 1990

Président : Toudert Ahmed Zaid

Tél : (213) 21.90.14.15

Email : ciara@ciaradz.org

Site web : ciara@ciaradz.org

Adresse : BP 32 cedex 01 Bouzaréah
16340 Alger

Une passerelle vers le monde du travail

Le Collectif d'Initiation à des Activités en Recherche Appliquée-CIARA- est un centre de formation autonome qui apporte son soutien à de jeunes diplômés des universités pour leur insertion dans le monde du travail.

Le CIARA est une association qui sort de l'ordinaire. Son équipe professionnelle multidisciplinaire donne des clés essentielles à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur qui n'ont pas eu de formation suffisante pour décrocher un emploi. Il s'agit principalement de deux programmes. L'un est une formation pratique en ateliers pour les ingénieurs, et l'autre, plus général, porte sur l'amélioration des capacités de communication professionnelle et concerne tous les jeunes diplômés. Il s'agit d'une formation qui intègre une remise à niveau en français professionnel, adossée à une session de bureautique et à un module d'initiation à l'entreprise. La formation comprend, par ailleurs, un module comportemental pour travailler l'esprit d'équipe, l'autonomie et la confiance en soi.

Le but, selon le CIARA, est que les bénéficiaires des programmes repartent « *confiants en eux, avec une formation technique consolidée, de bonnes notions de travail en équipe, une mise à niveau linguistique, un CV rédigé de façon convaincante et une culture des outils de bureautique maîtrisée* ». Il s'agit aussi bien d'aider de jeunes diplômés à s'insérer professionnellement en mettant en valeur leurs aptitudes qu'en palliant leurs lacunes.

« *C'est un complément de formation, nous avons un regard lucide sur l'université, il y a un décalage entre ce qui se fait et les besoins réels* », estime Toudert Ahmed Zaid, président de l'association et enseignant à l'école polytechnique d'Alger. La formation est destinée à de jeunes diplômés du supérieur, dont on mesure le degré de motivation. Elle vise en premier lieu les personnes issues de milieux modestes, et les candidats sont sélectionnés : on mesure leur degré de motivation. « *ceux qui n'ont pas les moyens, pas de piston ni d'argent, ceux qui en veulent* », résume Toudert Ahmed Zaid.

Ali Fekir, 25 ans, diplômé de commerce, a suivi la formation en communication. Il a appris à avoir un entretien, à prendre confiance en lui lors d'ateliers d'expression. Aujourd'hui, il dirige un programme de soudure qui se met doucement en place. Dominique, enseignante à mi-temps, planche sur le sujet. Cette femme dynamique, la cinquantaine sportive, qui consacre une bonne moitié de son temps au CIARA, cherche des idées de financement ou des pistes pour des enseignants. Ici on cherche des compétences mais aussi des gens de bonne volonté. Qu'ils soient, experts, industriels ou spécialistes dans des métiers divers, l'esprit est que chaque personne sollicite des amis pour intervenir, aider, faire avancer le projet.

Association Biologie et société

-Bios-

Date de création : 1999

Président : Salah Agguini

Email : agguini@voila.fr

Adresse : 104, logts Bt C2 n° 11

Tizi-Ouzou

Une association qui se conjugue au futur

Bios est une association qui travaille dans le domaine de l'insertion professionnelle de jeunes diplômés, par la formation. Elle soutient aussi la création et la structuration d'associations professionnelles, notamment, dans le monde rural.

La vocation première de l'association Bios de Tizi-Ouzou était de soutenir et de former des jeunes diplômés de l'université et de les accompagner dans leur insertion professionnelle. Cette association est née en 1999. Elle a été soutenue par la NECFA (Nouveaux échanges culturels franco-algériens) et le CIARA (Collectif d'initiation à des activités de recherches appliquée) d'Alger qui développe les mêmes programmes.

En effet, des formations ont eu lieu à Tizi-Ouzou et les nouveaux diplômés ont pu bénéficier de formations en informatique, techniques rédactionnelles, développement personnel, travail sur un projet professionnel, recherche d'emploi...

Selon Salah Agguini, il y a 100% de réussite puisque chaque stagiaire a pu atteindre son objectif : trouver un emploi ou bien monter une entreprise. L'objectif étant de sortir de la précarité et de pouvoir s'insérer dans la vie professionnelle. Cet objectif a été atteint tant que les deux organismes CIARA et NECFA soutenaient Bios sur le plan méthodologique et financier. Salah Agguini déplore le fait que depuis un an il n'y ait plus de formations. « *Je n'arrive plus à avoir de financement qui me permettent de continuer cette activité, mais je ne lâche pas. Je me dis que c'est peut-être un passage à vide et que je reprendrai dès que je trouverai de nouveaux partenaires* ».

Un élément important vient se rajouter à ce constat : les étudiants qui se sont formés chez Bios trouvent des solutions et partent de l'association. Une vingtaine d'étudiants, en majorité des femmes, ont été formés. Certains d'entre eux sont partis à l'étranger, d'autres sont entrés dans la vie active. Objectif atteint, selon Salah Agguini qui avoue cependant son impuissance à pérenniser cette action :

« *certains partenaires potentiels m'ont demandé de faire payer les stagiaires pour rendre l'activité plus viable, mais cela va à l'encontre du principe même d'aide aux étudiants démunis à entrer dans la vie active* », argumente-t-il.

Aujourd'hui, l'activité de Salah Agguini consiste à soutenir un groupe de producteur de lait de vache à s'organiser en corporation pour développer un service de qualité et être compétitif sur le marché du lait cru. Cette association professionnelle a été agréée et compte plus de cent adhérents. Elle tient une permanence au sein de la CASAP (coopérative agricole) pour recueillir les doléances et les répercuter au niveau de la direction de l'agriculture. Un soutien administratif est aussi assuré, ainsi qu'une information sur les nouveaux dispositifs ou aides au secteur.

Les éleveurs ont par ailleurs bénéficié d'une formation de conduite d'élevage pour améliorer les conditions d'hygiène de la collecte de lait et de la désinfection du matériel de traite, condition importante pour pouvoir proposer l'achat du lait produit, aux entreprises privées.

Bios a accompagné cette association dans les négociations avec la société DANONE. Voilà un projet concret qui a abouti.

« *Je pense qu'en soutenant les agriculteurs, on a atteint un autre objectif : structurer une filière qui a besoin de se défendre pour se développer en répondant aux normes d'hygiène et de qualité qui sont exigés sur le marché* », raconte Salah Agguini. Son laboratoire OVOLAB est aujourd'hui une garantie de qualité qui permet l'entrée dans le marché de la concurrence.

À propos des répercussions sur son développement personnel, Salah Agguini répond : « *cela a été une expérience personnelle très riche. J'ai rencontré des formateurs compétents qui nous ont aidés à réfléchir sur nos pratiques. Sans parler des stagiaires qui ont montré une envie de réussir* ».

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

encourageante ».

L'association Bios est fière d'avoir soutenu le projet de la jeune Kahina qui a monté à Bouira une entreprise d'aliments de bétail, d'élevage de lapins et de poulets de chair. Son entreprise est en plein développement.

«Nous n'allons pas baisser les bras, même si nous passons par une période difficile. Nous allons attendre l'opportunité de relancer la formation. Je pense que c'est le développement des compétences de nos cadres qui va nous aider à sortir du chômage et de la précarité. Je suis convaincu que la formation est un investissement d'avenir ; reste à convaincre d'éventuels bailleurs de soutenir notre volonté de faire avancer les choses », conclut Salah Agguini.

Ligue des Activités Scientifiques et Techniques de Jeunes

- LASTJ –

Président : Amar Belili

Tél : (213) 31 93 23 00

Email : lastj25@yahoo.fr

Adresse : BP 55 Cité du 20 août 1955

25 000 Constantine

Un premier pas dans la formation et la gestion de projet

La LASTJ, qui regroupe huit associations, a lancé une petite formation d'initiation à l'informatique en direction de jeunes en difficulté.

La Ligue des activités scientifiques et techniques de jeunes (LASTJ) est installée dans un petit local, au pied d'un immeuble vétuste à El Menchar, à Constantine. Dans ce quartier populaire, tout le monde connaît Dar Echabab (la maison de jeunes), nom donné ici à la Ligue. Le local de la LASTJ est vide ; il a été repeint à neuf, et il ne subsiste qu'une enseigne défraîchie et un piano usé qui trône à l'entrée. La petite salle, qui appartient à la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la ville, va être aménagée prochainement en espace de formation informatique.

Ajiba Bouchareb, 42 ans, fait rapidement le tour du propriétaire. Cette diplômée en finance a rejoint la ligue, il y a juste deux ans et s'occupe du petit projet de formation mis en place avec le PCPA. Elle a suivi de bout en bout son déroulement et a assuré méticuleusement son suivi. Déléguée méthodologique, elle dirigeait à la DJS le bureau du mouvement associatif. Les cheveux courts et le débit rapide, elle fait brièvement l'historique de la formation. Elle raconte que l'expérience a montré qu'on pouvait assurer la gestion et le suivi d'un projet, ce qui, selon elle, est rarement le cas au sein du milieu associatif constantinois, qu'elle connaît bien.

«C'est un petit financement, près de 500 000 dinars, et nous avons l'habitude de subventions et de budgets plus importants, mais nous l'avons géré minutieusement... C'est intéressant. Les fonds ont été strictement utilisés, avec des résultats. Cela a permis à la ligue d'apprendre à mettre en place et à gérer un projet, avec des objectifs et des résultats. Nous avons optimisé les dépenses, obtenu et mesuré les résultats, avec un suivi et un accompagnement du PCPA». Ajiba Bouchareb aimerait que ce fonctionnement se généralise au sein des associations et des autorités locales, avec un suivi rigoureux des projets, qui ne soient pas, par ailleurs, figés sur le terrain. Elle est apparemment très remontée contre le fonctionnement du système : *« pendant des années, j'ai tout fait pour avoir des bilans auprès des associations, et je n'y arrive pas. En général on ne se déplace pas vers les associations, on donne de l'argent, on reçoit des rapports et c'est tout. Cet argent vient du fonds de wilaya, il est géré par la DJS».*

La LASTJ est traditionnellement financée par les pouvoirs publics, et plusieurs de ses membres font partie de la DJS. La ligue organise des petites activités, des formations pour enfants, des concours ou des expositions sur des sujets scientifiques qu'elle mène avec les associations qu'elle réunit. Ajiba Bouchareb plaide pour une utilisation rationnelle du Fonds de wilaya en direction des associations. Habituellement la ligue était chargée de suivre les projets, mais ce n'est plus le cas : *« il y avait beaucoup d'activités, des jeunes qui s'intéressaient aux maisons de jeunes de la ligue et aux autres établissements du publics, tout cela a changé».*

Pour le projet de formation, l'association a acheté 8 ordinateurs et formé durant 3 mois une quarantaine de jeunes, dont une majorité de filles, issus de différents quartiers de la ville. L'équipe, qui avait une petite expérience, n'avait jamais fait de formation de cette ampleur. Elle a organisé plusieurs sessions

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

d'initiation à la bureautique, de manipulation de logiciels de base avant de passer aux rudiments du Web. Des diplômés de l'université ont également assisté aux stages, car ils ne pouvaient pas répondre à des offres d'emploi sans maîtriser l'informatique. Des retraités également. Avec des tarifs symboliques : 500 dinars le trimestre à raison de deux heures par jour. La formation, qui s'est déroulée dans une auberge de jeunesse a immédiatement été répliquée par celle-ci.

Un signe d'encouragement pour Ajiba: *« cela montre qu'il faut que ça change. Depuis des années, nous n'avons pas changé d'activités, ni innové. Dans les maisons de jeunes, les éducateurs devraient être décontractés, mais ils se comportent comme des fonctionnaires. Les jeunes n'ont pas envie de se retrouver dans une ambiance d'école... Ils reconduisent les mêmes programmes, mais nous ne sommes plus dans les années 70... »*, dit-elle avec une pointe de découragement.

Pour les prochaines formations, Ajiba souhaite intensifier les programmes, après les heures de travail : *« on ferme à 16h30 comme les autres établissements de jeunesse, qui ne sont jamais ouverts après 18h. Ce sont des fonctionnaires. On ne laisse pas entrer les jeunes qui veulent se détendre »*. Encore un sujet qui fâche.

Association culturelle El Amel Constantine

Date de création : 2003

Président : Aziz Boudaira

Tél : (213) 31 64 95 32

Email : asselamel2003@yahoo.fr

Adresse : Foyer des jeunes Kef Béni Hamza,
Commune Messaoud Boudjeriou - Constantine

Aziz Boudaira, profession bénévole

Aziz Boudaira dirige une association culturelle qui s'est lancée dans l'initiation à l'informatique, un premier projet de développement local pour une jeune association de la région de Constantine.

Messaoud Boujeriou est une bourgade agricole de 10 000 habitants, ceinturée de belles terres fertiles et désertes, à une quinzaine de kilomètres de Constantine. Le village, que tout le monde continue d'appeler par son ancien nom Ain Kerma, est l'une des communes les plus pauvres de la région. Le chômage y est omniprésent et les jeunes qui travaillent sont ici une minorité : ceux qui ont la chance de décrocher un emploi quittent en général le village pour ne plus y revenir. Les autres tuent le temps entre la dizaine de petits cafés qui bordent la rue principale, la mosquée et un petit cybercafé toujours bondé.

Aziz Boudaira, 31 ans, a lancé un petit projet dans sa commune pour lequel il s'est démené comme un diable. La tâche n'a pas été facile pour cet éducateur sportif municipal, qui après avoir raté son bac, a été formé à l'Ecole des cadres de la jeunesse et des sports de Constantine. Il cumule, aujourd'hui, les casquettes de bénévole en attendant un hypothétique salaire de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) implantées au niveau des chefs-lieux de wilaya). Il est responsable du foyer de jeunes, chargé du co-développement à la mairie et président de l'association culturelle El Amel, une structure créée sous l'impulsion de la DJS en 2003.

Au foyer de jeunes Kef Beni Hamza, qui dépend de la mairie, Aziz organise des petites activités classiques de loisirs avec les moyens du bord. Il a juste 2 ordinateurs qui ne sont pas connectés au Web et très peu de moyens. Il reçoit deux subventions de la DJS et de la Wilaya, pour un budget annuel d'environ 250 000 DA. L'année passée, le foyer a organisé un camp de vacances à Ziama Mansouria, au bord de la mer. Trente-deux enfants issus de milieux pauvres ont été sélectionnés sur plusieurs centaines de candidats. Entre l'hébergement, la restauration et le transport, le budget annuel y est passé.

Cette année, avec le petit projet du PCPA, Aziz Boudaira s'est lancé dans un programme de formation et de familiarisation au multimédia - informatique et Internet - pour enfants et adolescents. Aziz qui s'est formé lui-même au cybercafé du coin a dû secouer ciel et terre, et faire le pied de grue dans les administrations durant quatre longs mois, avant d'obtenir une ligne avec un débit correct. Un parcours du combattant : « j'ai sollicité le chef de daïra, le maire, le directeur des PTT, j'ai couru, ... Alors lorsque la ligne a été installée, le 8 mars, après quatre mois d'attente, c'était un grand jour. Tout le monde attendait, mardhouni ». Il rit, en racontant que les bénéficiaires du programme l'ont harcelé, jour après jour pour savoir quand ils pourraient se connecter.

Aziz est heureux, souriant, fier de son travail. Grâce au financement, il a loué un vieux local à bon prix qu'il a remis à neuf avec un petit groupe de bénévoles ; même s'il avoue, qu'avec un chômage endémique et la pauvreté qui s'étend, il est difficile de mobiliser. Une jeune universitaire l'a aidé, notamment pour écrire en français et monter le projet. Résultat : un local moderne avec une petite vitrine, sept PC flambant neuf, achetés sur le budget, quatre tables et des chaises fournies par la DJS. Des affiches du programme ont été collées au village et dans les cafés pour lancer les inscriptions et trouver des formateurs. La nouvelle a fait le tour du village et Aziz a dû faire une sélection stricte pour

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

faire face à l'affluence des candidats.

Saber Lekhal est l'un des trois encadreurs qui ont eu la chance d'être retenus parmi des dizaines de candidats, avec une indemnité de 10 000 DA. Une aubaine et une bonne expérience. Il est, à 22 ans, fraîchement diplômé d'un nouveau programme universitaire, un LMD (pour Licence, Master, Doctorat) de l'université de Constantine. Il en est sorti avec une licence en informatique en poche. Mais lui aussi, comme Aziz, a du apprendre à manier la souris au cybercafé, les étudiants ayant rarement accès à des ordinateurs à la Fac. Son jeune élève, Abdelbasset, est en fin de cycle moyen, en 9^e année fondamentale. Il fait « du pas à pas » à l'écran, et travaille sur un petit organigramme. Les bénéficiaires démarrent à zéro. Aziz Boudaira, lui a l'œil brillant : « *ils ne vont plus pouvoir s'en passer...* ». Bientôt les ordinateurs seront en réseau, et la formation sur Internet va pouvoir commencer.

135 jeunes ont déjà assisté au programme, à raison de quatre heures par semaine ; plus d'un tiers sont des filles, une gageure : « *les gens me connaissent, explique Aziz, ils me font confiance, et il m'arrive d'aller à la rencontre des parents pour que les filles puissent assister aux cours. J'espère pouvoir lancer un autre projet de couture, pour celles qui n'ont pas étudié...* ». La majorité des stagiaires sont des étudiants, des collégiens, des techniciens qui n'ont jamais touché un ordinateur et qui déboursent la somme symbolique de 300 dinars par trimestre pour se former.

Maintenant que la machine est lancée, Aziz réfléchit à l'avenir. Faire payer l'Internet, attirer des adhérents en leur faisant un prix, juste de quoi payer les charges : « *ils veulent tous se former, ils veulent tous venir, mais ils viennent aussi et surtout pour Internet, et encore tout le monde ne sait pas que le projet existe...* ». Et Aziz sait de quoi il parle, pour avoir fréquenté le cybercafé de Messaoud Boudjeriou avec assiduité. L'Internet est ici une bouffée d'oxygène, une fenêtre ouverte dans l'horizon bouché du village.



Association AFAK de Si Mustapha

Date de création : 1998
Président : Rabah Merchichi
Tel/Fax : (213) 24 810 525
Email : afak35@yahoo.fr
Site Web : www.afak.asso.dz
Adresse : BP : 98 Si-Mustapha
Boumerdès

Des bénévoles qui n'arrêtent jamais

AFAK est une association socioculturelle atypique et très active dans la région de Boumerdès. Elle multiplie des actions caritatives et des petits projets de développement et d'éducation grâce à un solide réseau de bénévoles.

L'association AFAK a été créée en 1998 à Si Mustapha près de Boumerdès. Sa première activité a été d'organiser un camping pour une trentaine d'enfants victimes du terrorisme et venus de villes lourdement touchées par la violence, comme Boufarik ou Ain Defla.

Son président, Rabah Merchichi n'a pas oublié cette activité, montée uniquement avec des bénévoles. Militant de gauche engagé, il explique la création de l'association comme le passage à «une autre forme de lutte, en montant des projets... ».

Pour Rabah, l'association fonctionne grâce aux membres de son bureau « des bénévoles qui n'arrêtent jamais » et avec lesquels, il a démarré à zéro: « nous avons commencé avec un petit bureau, mais nous avons fait un chemin important grâce à notre efficacité sur le terrain. Il y a de plus en plus d'activités et d'acquis. Au démarrage, AFAK avait juste ce bureau. L'association s'est agrandie, avec une bibliothèque, puis du matériel de sport, de musique. Nous avons construit un chalet pour enfants et monté une équipe de basket avec des joueurs qui sont en nationale. Nous soutenons également un projet de coopérative apicole réalisé par des jeunes filles de la région ».

L'association est sur le terrain. Elle travaille beaucoup avec des jeunes et des enfants, dans un environnement difficile. Si le calme est revenu dans le reste du pays, Si Mustapha est située dans une zone qui reste secouée par la violence et les attentats. En février 2007, une voiture piégée a explosé à l'entrée de la petite ville et des attaques se poursuivent toujours dans la région. Ce qui n'empêche pas l'association de bouger et de faire toutes sortes d'activités, qui dérangent parfois : « il y a des gens qui nous soutiennent, c'est certain. Mais il y a aussi des gens qui sont contre la dynamique de AFAK. Certains reprochent à l'association ses comportements laïcs... »

L'une des dernières réalisations de l'association est un chalet en bois destiné à abriter des activités de prise en charge socio-éducative des enfants de la ville. La bâtisse en bois a été aménagée sommairement, et l'équipe de AFAK a fait beaucoup de récupération. Peu à peu, les petits ateliers se sont équipés en matériel. Deux animatrices, qui s'occupent de l'espace enfants, organisent également des activités dans trois écoles de la région trois fois par semaine. Le projet a été développé en partenariat avec l'association ARPEIJ de Blida et avec le soutien financier de la Fondation de France.

«Pour nous les financements, ce sont des appuis qui nous font gagner du temps» explique, pragmatique Rabah Merchichi.

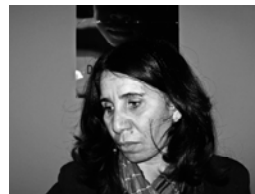
L'association mène beaucoup d'actions caritatives : «depuis notre création nous avons habillé 200 enfants, rien qu'avec des bénévoles et des mécènes. Mais nous faisons aussi beaucoup d'éducation au civisme, à l'écologie, même si nous ne sommes pas des spécialistes. Nous avons juste une équipe d'animateurs très efficaces, qui ont appris. Nous avons des formations de formateurs dans toute la wilaya de Boumerdès, notamment en direction de ceux qui travaillent dans le secteur de la jeunesse. Ils apprennent les bases. Comment se comporter avec un enfant, ne pas l'injurier, ni le frapper, ni

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

l'embrasser ».

Il pose la question : *« peut-on planter un jasmin à Alger ou ici, sans mettre un grillage autour et qui poussera sans être abîmé ni arraché ? C'est impossible. Au centre d'AFAK, il n'y a pas de grillage pour nos jasmins. Ici ce sont les enfants qui protègent les plantes... ».*



Association Amusnaw

Date de création : 1991

Contact : Ferroudja Moussaoui et
El Hachimi Touchene

Email : amusnaw15@hotmail.com

Siège social : Tizi-Ouzou

Une médiathèque au service des droits humains

L'association Amusnaw (Le Lettré) développe de nombreuses actions au sein de sa médiathèque. Elle mène des actions de plaidoyer pour l'égalité entre les hommes et les femmes ; agit contre la violence faite aux enfants et aux femmes à travers sa cellule d'écoute ; et construit un projet de tourisme solidaire en vue d'aider les femmes rurales à mettre en place des activités génératrices de revenus.

Notre arrivée à Tizi-Ouzou a commencé par une visite au siège de l'APC.

Accompagnées de Ferroudja Moussaoui, coordinatrice de l'association Amusnaw, deux avocates venues d'Alger souhaitaient rencontrer un agent de l'APC pour lui poser une série de questions, sur les procédures actuelles de conclusion de contrat de mariage.

L'objectif de ce questionnaire est l'élaboration par les associations partenaires de ce projet, d'un contrat de mariage type, qui pourrait aider les couples, et plus particulièrement les femmes, à poser des conditions avant de contracter un mariage. Ce projet de recherche est financé par Global Rights, une ONG américaine. Cette action se veut un des biais, que Amusnaw considère comme innovant, pour sensibiliser femmes et hommes à la question du droit et éviter les drames et les abus subis par les femmes à cause du code de la famille en vigueur. « *La femme pourra, par exemple, poser comme condition dans le contrat de mariage de garder son travail ou de poursuivre ses études après le mariage. Cela peut concerner aussi bien le domicile conjugal que le patrimoine financier des deux conjoints* », commente Ferroudja.

L'agent de l'APC, qui est en l'occurrence une femme, ne comprenait pas la nécessité d'établir un contrat. Selon elle l'acte de mariage suffit et le couple peut poser les conditions en dehors du cadre contractuel. Les deux avocates qui ont conduit l'entretien, constatent qu'un long travail reste à faire pour sensibiliser les agents de l'administration sur l'importance d'informer les citoyens et les citoyennes de leurs droits.

De retour à la médiathèque située au cœur du centre ville, tout près de la poste, Ferroudja et El Hachimi son collègue coordinateur, racontent l'aventure riche et tumultueuse de Amusnaw. Une association qui compte 6 salariés. Il faut bien cela pour réaliser le programme très diversifié de la structure. Ils sont présents sur tous les fronts et jouent un rôle important dans la structuration d'un réseau d'associations dans la région de Tizi-Ouzou, par la formation et la collaboration à la construction de partenariats.

« *Pour nous il est très important de travailler en réseau ; pour cela, nous réalisons, grâce à notre expérience et capacité de mobiliser des partenaires financiers, des formations en direction des acteurs associatifs de la région de Tizi-Ouzou. Nous n'hésitons pas à envoyer nos salariés ou nos bénévoles se former avec l'association Touiza à Alger et parfois même à l'étranger* », raconte El Hachimi.

Ferroudja Moussaoui possède, à son actif, un long parcours militant. Plus particulièrement sur les questions des droits des femmes et l'identité culturelle amazighe. Elle a été une des fondatrices du collectif « Les femmes du printemps noir » qui collabore régulièrement avec l'association Amusnaw. Ce collectif est né suite aux événements tragiques qu'a connus la Kabylie au printemps 2001. Les manifestations pour la commémoration du printemps Berbère ont été réprimées et ont fait de nombreuses victimes. Ferroudja n'est pas arrivée au poste de coordinatrice de l'association par hasard. Elle s'est toujours sentie investie du devoir de l'engagement citoyen.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Ferroudja et El Hachimi se sont impliqués également dans la coordination d'une action en partenariat avec le collectif « des femmes du printemps noir », et l'association Tharwa N'Fadhma N'Soumer. Cette action consiste en l'élaboration d'une plate-forme de proposition d'articles pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Un travail de recueil de propositions de lois se fait sur le terrain avec les femmes des villes et des villages. D'ailleurs une réunion avec les femmes d'Ath Hichem (commune de Ain El Hammam) s'est tenue autour des festivités du 8 mars ; elle a rassemblé de nombreuses femmes de tout âge, intéressées par le sujet et porteuses de propositions enrichissantes pour le projet.

« Tout n'est pas gagné, le chemin pour l'acquisition des droits égalitaires entre les hommes et les femmes est encore long malgré les luttes des femmes qui n'ont jamais cessé dans le pays », argumente Ferroudja et elle rajoute : *« nous sommes conscientes que nous sommes la continuité de la formidable mobilisation des femmes des années quatre-vingt dix, mais nous travaillons autrement. Le contexte n'est plus le même »*

C'est pour les mêmes objectifs, que Amusnaw a initié un projet de « Bus des Droits Humains », soutenu par la Commission Européenne, et qui consiste à organiser des tournées dans les villes et villages pour sensibiliser les populations aux Droits Humains, contribuer à l'amélioration de la condition de la femme et de l'enfant, et attirer l'attention des autorités compétentes sur la situation de la femme et de l'enfant. Des débats et discussions sont organisés sur les violences faites aux femmes, pour pousser les personnes victimes de toutes les formes de violence à se manifester, afin que ces crimes ne restent pas impunis. *« Petit à petit, et malgré le poids des mentalités qui reste très fort dans la société, des choses bougent, des femmes prennent conscience de l'importance de faire valoir leur droit à la dignité »,* plaide Ferroudja

Dans la médiathèque, mise en place grâce au soutien de l'Union Européenne, il y a de nombreuses propositions d'activités pour le public. L'espace multimédia comprend des formations en bureautique, Internet, infographie, montage vidéo, du soutien scolaire... La promotion de la lecture publique se fait à dans la bibliothèque dotée de nombreux volumes.

Une Cellule d'écoute apporte assistance psychologique et juridique aux femmes et aux enfants victimes de violences. Cette action est soutenue par le Fonds pour les Droits Humains Mondiaux et permet d'aider à lever les tabous qui entourent des sujets sensibles comme l'inceste ou le viol.

Sur un tout autre registre, mais qui n'est pas moins lié au reste, Amusnaw soutient et accompagne la mise en place du tourisme solidaire en Kabylie, en valorisant le patrimoine géographique, culturel et artistique à travers par exemple la redynamisation de l'artisanat local.

Ce projet, en cours de réalisation, est monté en partenariat avec le collectif des « Femmes du Printemps noir » et Forum Femmes Méditerranée de Marseille ; il est soutenu par l'ambassade de France en Algérie. Les comités des villages, concernés par ce projet, ainsi que les artisanes participent activement au développement des différents objectifs. Il s'agit de créer des activités génératrices de revenus pour les femmes artisanes, les soutenir pour qu'elles puissent se déclarer auprès de la sécurité sociale, tout cela pour aider petit à petit à la structuration de ce pôle professionnel qui demeure informel dans ces villages.

Par ailleurs, l'association travaille à la mise en place de gîtes solidaires et organise des formations de guides accompagnateurs. Ce nouveau champ d'action, qui se développe de plus en plus, mérite toute l'attention des financeurs publics. Les associations locales des villages avoisinant Tizi-Ouzou voient cela comme une vraie opportunité à saisir pour le développement économique et humain de leur village.

Association Nationale de Volontariat Touiza Algérie

Date de création : 1989
Président : Med Ouamar Mekhoukh
Tél : (213) 21 69 87 90
Email : anv.touiza@gmail.com
Site web : www.geocities.com/touizaalger/
Adresse : 20, rue Boudjemaâ Saâdi, El Mouradia
Alger

«Nous avons un seul principe : la solidarité »

Touiza, association nationale de volontariat, organise des chantiers qui font appel à de jeunes volontaires pour réhabiliter et restaurer des écoles, dispensaires... Elle soutient à travers ses projets de développement la création d'activités génératrices de revenus. Elle structure aussi un réseau d'associations notamment à travers la formation.

Touiza est une association connue pour ses chantiers de volontariat, qu'elle organise à travers le territoire algérien et parfois aussi à l'étranger. M. Mekhoukh, président de Touiza, ne comprend pas que son association, pourtant nationale, ne soit pas reconnue d'utilité publique : « *c'est un statut qui en réalité n'est pas clair. Cela fait des années que nous œuvrons pour l'éducation citoyenne en impliquant les jeunes dans la construction d'écoles, de dispensaires, de centres culturels... dans les zones les plus déshéritées du pays. Je crois que les associations qui travaillent à la lutte contre la pauvreté méritent d'être reconnues et encouragées* ».

Au-delà des chantiers de volontariat qui constituent le cœur de l'action de Touiza, l'association s'est, petit à petit, imposée sur le terrain de la structuration d'un réseau d'associations à travers notamment la formation. Aujourd'hui, l'association s'est professionnalisée et conduit, à travers ses chefs de projets, des programmes de développement solidaire. Cela consiste en l'accompagnement de création de micro-entreprises. Les créateurs bénéficient de microcrédits qui leurs permettent de créer des activités génératrices de revenus. À titre d'exemple, un atelier de couture, de petites unités apicoles ou d'élevage d'ovins et caprins ont vu le jour grâce à ce dispositif.

Les actions de Touiza sont nombreuses. Elles sont réalisées en partenariat avec Touiza Solidarité, basée à Marseille, et Touiza Espagne. M. Mekhoukh insiste sur le travail de partenariat engagé avec les collectivités locales de plusieurs villes en Algérie. « *Nous avons même organisé en partenariat avec Touiza Solidarité une formation des élus des collectivités locales algériennes, en France. On pense que c'est important de promouvoir un mode de gouvernance qui implique la population dans les prises de décision des communes.* », commente-t-il, et d'ajouter : « *de même que nous avons aussi organisé un séminaire pour capitaliser les actions de solidarité autour du séisme de Boumerdès et de ses environs, nous avons lancé dans ce cadre là, la formation de techniciens en catastrophes : certificat de secouriste et aide humanitaire pour anticiper et mieux structurer l'aide en cas de nouvelles catastrophes* ».

Néanmoins l'association n'oublie pas sa vocation première : être une école citoyenne à travers l'organisation de chantiers de volontariat. Le dernier en date, organisé à Tamanrasset, consistait à réhabiliter une école. Cela a permis aux jeunes de connaître les populations du sud algérien, ainsi que l'environnement associatif et culturel à travers, le Festival International de musique Tin-Hinan.

■ Nassima Lounès, chef de projet formation : «je voulais à travers mon engagement contribuer à changer les mentalités».

Le parcours de Nassima au sein de l'association Touiza est exemplaire. Elle commence en tant que volontaire sur les chantiers de Touiza et devient bénévole en 1996. Elle occupe des années de suite, différents postes au sein du bureau. Elle est, aujourd'hui, salariée de l'association.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Vous semblez vous - être complètement investie dans l'association Touiza ?

Nassima Lounès : oui je peux dire que je suis aujourd'hui épanouie dans mon travail au sein de l'association. Je connais Touiza depuis plus de douze ans et j'ai vécu son évolution. Peut être ai-je évolué avec elle ?

Vous avez commencé dans l'association en tant que volontaire, qu'est-ce que cela vous a apporté ? En sachant que le travail de volontaire consiste à aller sur des chantiers et à s'absenter dix à quinze jours de son domicile?

À la base je suis une révoltée. J'étais fascinée par le monde des associations. J'ai fait le choix de m'investir dans le milieu associatif. J'étais enseignante d'anglais. Il y avait une sorte d'utopie, je voulais à travers cet engagement contribuer à changer les mentalités... surtout concernant le statut des femmes. Je voulais prouver que les femmes aussi ont leur place dans la société et qu'elles sont capables de réussir en occupant des postes de responsabilité.

Qu'est ce que cela vous a apporté ?

C'est inestimable. J'ai appris tant de choses. Dans les chantiers de volontariat, on apprend ce qu'est la socialisation. Les garçons et les filles partagent toutes les tâches. Les garçons ont leur tour de vaisselle, et les filles leur tour de maçonnerie. Cela a été notre première école citoyenne. On découvre la culture des autres et on apprend surtout à vivre avec des personnes très différentes de nous. Et puis, on a la responsabilité d'un chantier. On se sent utile.

Aujourd'hui on se rencontre dans le cadre d'une formation sur «l'intégration du genre dans les projets de développement » et, vous êtes chef de projet formation. Alors comment êtes-vous passée de volontaire, à bénévole, ensuite salariée de l'association ?

Oui, dit comme cela, je vois le chemin parcouru et franchement j'ai toujours été soutenue par les membres de Touiza. J'ai l'impression que mon travail a évolué en même temps que l'association. Touiza a connu des mutations qui ont forcément conduit à la professionnalisation. Je suis passée par plusieurs postes au sein du bureau ; j'ai même occupé le poste de déléguée générale (directrice). Je coordonnais à cette époque toutes les activités. Je suis depuis quelques années déjà responsable de la formation. J'ai quitté mon travail d'enseignante et me consacre à présent entièrement à la mise en place et au suivi de projets au sein de Touiza.

Et pour cela vous avez été formée ?

Oui. Le principe consiste à former tout le staff de Touiza avant de proposer des formations aux autres associations. Par exemple, nous développons aujourd'hui, un projet en partenariat avec CIDEAL (un organisme de coopération espagnol) pour renforcer les capacités des associations par la formation. Cela passe par des formations à la gestion, au montage de projets... Ce projet d'appui au développement des associations est à destination des trois pays du Maghreb et s'échelonne sur quatre ans.

Parlez-moi de la question du genre dans les associations, quelle est votre approche ?

La formation est dispensée par une intervenante française spécialisée dans les questions du genre. Vingt associations venant des quatre régions du pays participent à cette formation. Le but est d'aider à réduire les inégalités entre les hommes et les femmes au sein des projets de développement et par ricochet au sein de la société. Cette formation est destinée aux bénévoles et aux salariés des associations. Nous assurons aussi le suivi des projets. Nous suivons le schéma suivant : formation, aide au montage de projet et aide aux recherches de financement des projets.

Participez-vous, quelque part, à la professionnalisation des associations et à l'émergence de nouvelles pratiques au sein des associations ?

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Oui avec le soutien des ONG internationales. Le PNUD, par exemple, a financé notre programme de soutien des projets de création d'activités génératrices de revenus. L'idée est de soutenir des porteurs et des porteuses de projets et les aider à sortir de la précarité en créant des entreprises, aussi bien dans le milieu rural que dans le milieu urbain. En réalité, c'est un programme de lutte contre la pauvreté. Et nous savons bien que les femmes sont les premières touchées.

Quels résultats percevez-vous sur le plan personnel ?

J'ai acquis des compétences qui me font me sentir aujourd'hui épanouie. Je transmets mon expérience, et quand je vois naître un atelier de couture ou bien une pépinière, je me dis que mon rêve de permettre aux femmes d'être autonomes se réalise petit à petit.

Chapitre 4 - Actions de proximité et de loisirs

Association SOS Culture Bab El Oued
Association 100% culture
Association Nationale des Echanges de Jeunes (ANEJ)
Association Info-Com' Jeunes
Association Le Petit Lecteur

Associations algériennes

Des parcours et des expériences



Association SOS Culture Bab El Oued

Date de création : 1997

Président : Nacer Meghenine

Tél : (213) 21 97 08 88

Email : fhamadache@hotmail.com

Siège social : Alger

SOS Bab El Oued : un engagement associatif et citoyen

Sos Culture Bab El Oued active dans le domaine de la jeunesse et de l'enfance. Elle assure des activités culturelles et de loisirs pour les enfants ainsi que des cours de soutien scolaire. L'espace de l'association est ouvert aux divers groupes de jeunes musiciens qui viennent répéter dans la cave du local. Des cours d'informatique, des stages d'initiation à la réalisation cinématographique et des sorties sont organisés par l'association.

SOS Culture Bab El Oued, une association au cœur du légendaire quartier de Bab El Oued. Un local coloré qui pourrait dénoter dans l'atmosphère vivante de ce quartier peuplé. En réalité pas du tout. Nacer le président est un enfant de ce quartier. Il raconte avec enthousiasme, qu'il était, dans les années 80, manager de groupes de rock. Mais cette joie de vivre et cet enthousiasme ont été cassés dans les années noires, lorsque son grand frère, un militaire de carrière, est assassiné, cible d'un attentat terroriste. « *Il fallait qu'on fasse quelque chose* », dit avec passion Djamila l'épouse de Nacer et pilier de l'association. Fatiha renchérit: « *on n'avait pas le choix, soit on s'en va à l'étranger, soit on reste pour lutter et créer un espace de résistance* ».

Bab El Oued a vécu des années tragiques pendant la décennie de terreur. Ce quartier est très connu pour avoir été le fief des intégristes islamistes dans les années 90. On se souvient des menaces quotidiennes, de la peur, des attentats, des assassinats et des enterrements. Mais ce n'est pas tout : en 2001, des inondations meurtrières font des centaines de victimes et de sinistrés dans ce quartier.

C'est dans ce contexte, tendu et marqué par tant de traumatismes et d'histoires violentes, que cet espace est né. Et quel espace ! On ne peut pas passer une heure dans ce lieu sans rencontrer le professeur d'anglais camerounais avec ses élèves que rien ne déconcentre. Le groupe de musique de rock ou de chaabi (musique populaire algérienne) en répétition ou bien Djamila qui consacre deux après-midi par semaine au soutien scolaire, quand le reste de la semaine, elle enseigne. C'est dire toute la mobilisation qu'il a fallu à chacun pour mettre en marche cette structure et l'énergie déployée à gagner la confiance des parents et du quartier. « *Au départ, on a fait participer toute notre famille aux activités pour que les voisins nous rejoignent et qu'ils se disent, je peux y aller puisqu'il y a une ambiance familiale* ».

La jeune Amina, une monitrice qui se consacre aux jeunes enfants, vient de rejoindre l'équipe. Passionnée de poésie et de littérature, elle parle de son désir d'engagement associatif et citoyen. Elle trouvera sûrement sa place dans cet espace de bouillon culturel et d'échanges.

Nacer, Djamila et Fatiha forment un trio qui apporte quotidiennement du sens et du contenu à cette association. Ils sont face à de multiples difficultés qui ne leur font pas perdre le sourire. En réalité, ils travaillent avec des moyens limités. Le soutien de Caritas Algérie leur permet de payer le loyer du local. Ils développent, aujourd'hui, d'autres partenariats financiers à travers notamment les fondations internationales. Aucune aide n'est allouée par la wilaya d'Alger ni par la commune.

Pour organiser tout cela il faut de l'énergie et de l'engagement ; le seul permanent de l'association est le

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

surveillant général qui assure en même temps l'accueil. Les responsables de l'association n'écartent pas la possibilité de se professionnaliser en salariant des permanents. Pour cela, il faudra que les subventions suivent.

Cette association courageuse vit au quotidien avec l'énergie des groupes d'enfants, d'adolescents et de jeunes qui se relayent dans ce local situé au cœur de la rue du marché aux puces. Théâtre, cinéma, musique, sorties culturelles, éducation citoyenne, ateliers pédagogiques... Les enfants de Bab El Oued s'en souviendront.

■ **Selma Fodil Bey, animatrice à SOS Bab El Oued : «Il faut avoir envie de donner pour s'impliquer dans une association».**

Selma est journaliste à la chaîne de télévision « El Arabiya ». Elle est bénévole de l'association depuis un peu moins de 2 ans. Elle a 24 ans.

Qu'est-ce qui a motivé ton adhésion à l'association SOS culture Bab El Oued ?

J'habite Bab El Oued. Journaliste en formation, je voulais absolument travailler avec les enfants. Je me suis présentée pour adhérer à SOS. J'avais déjà à mon actif un travail avec une association de bienfaisance. J'avais envie de poursuivre mon engagement auprès du mouvement associatif. Un ami m'a indiqué SOS. J'ai été reçue comme un membre de la famille, et cela m'a encouragée.

Quel genre d'activités as-tu organisé avec les enfants ?

Je me suis occupée des sorties dans les parcs, à la plage, pour voir des spectacles... J'organise avec eux des projections de films, des lectures de contes. Comme j'aime le cinéma, je leur apprend à regarder des films. Je les pousse à me dire ce qu'ils aiment, ce qui les touche, à me parler de leurs émotions. J'aime les enfants, le contact avec eux. Je veux qu'ils se sentent libres ici, qu'ils s'expriment...

Et maintenant que tu travailles, arrives-tu à donner du temps à l'association ?

Je travaille à El Arabiya news depuis moins d'un an. Je m'occupe des émissions pour enfants ; il y a un lien direct avec ce que je fais à SOS. Pour mon mémoire de fin d'étude, j'ai réalisé un reportage sur SOS Bab El Oued. Maintenant, je consacre tout mon temps libre à l'association : le week-end et certaines soirées...

Qu'est ce que t'a apporté ton travail de bénévole à SOS ?

En premier lieu, cela m'a donné de l'assurance. J'ai appris à m'exprimer, à communiquer, à développer le sens de l'initiative, à être autonome...tout cela me fait avancer. Par exemple, l'année dernière, j'ai suivi le stage de réalisation organisé en partenariat avec Kaïna Cinéma, une association de cinéma basée à Paris. Honnêtement, j'ai appris en une semaine, ce que je n'ai pas appris en une année à la fac. Et puis, cela m'a permis de rencontrer des personnes d'autres nationalités et d'autres coins du pays et d'échanger avec eux. En avril prochain, je prendrai un congé afin de suivre leur prochain stage qui sera consacré au montage.

Est-ce que tu parles de l'association autour de toi, à tes copines, à tes copains ?

J'en parle d'abord à ma famille ; ma sœur m'accompagne pour apprendre l'informatique et pour participer aux sorties. Parfois des amies m'accompagnent, certaines poursuivent, d'autres pas. Il faut avoir envie de donner pour s'impliquer dans une association.

Comment te sens-tu en tant que fille à Bab El Oued. Est-ce que tu ne sens pas de pressions ?

J'ai le sentiment que quelque chose a bougé par rapport au regard de la société sur les filles. Globalement, j'arrive à faire ce que je veux. Mes parents me soutiennent. Auparavant les filles à Bab El Oued ne pouvaient pas sortir après 17 h 00. Avec ou sans foulard sur la tête, elles sortent à présent et se débrouillent pour profiter des activités et s'épanouir.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Des projets ?

Mon rêve est d'apprendre à réaliser des documentaires pour m'exprimer et raconter ce qui se passe dans ma société. Mon autre projet est de m'investir à long terme à SOS Bab El Oued. M'impliquer davantage dans les activités et dans l'organisation des projets. Pour cela, Nacer le président est d'un vrai soutien, il m'encourage. Je sens que je suis une enfant de SOS...

Association Cent pour cent culture

Date de création : 1990
Président : Med Chérif Bouaker
Tél/fax : (213) 31 92 79 89
Email : centpourcent.culture@gmail.com
Adresse : Maison de jeunes Filali
25 000 Constantine

Du théâtre au cinéma

L'association constantinoise Cent pour cent culture regroupe des amateurs de théâtre , et forme des jeunes de quartiers populaires à monter sur les planches. Elle parraine le projet d'un petit groupe d'étudiants férus de cinéma qui mettent en place un ciné-club.

Cent pour cent culture a été créée au début des années 1990 par un comédien connu de Constantine, Zinou. Cet animateur de théâtre à la Maison de jeunes du quartier Filali a poussé des dizaines de jeunes chômeurs ou d'étudiants de quartiers populaires à monter sur les planches. Aujourd'hui, il met en place une nouvelle troupe et en profite pour repérer de jeunes acteurs qui pourraient intéresser l'association, constituée en majorité d'anciens élèves.

Fouad Rahmoune est comédien. Pour lui, l'association est une famille et une bouffée d'oxygène. Il regrette les années 90, car aujourd'hui, il estime que « *les portes du théâtre sont fermées* ». Les petites subventions suffisent à peine à faire un décor et des costumes, et la petite troupe joue gratuitement : « *désormais , nous avons du mal à monter ne serait ce qu'un petit projet. En dix ans, nous venons de décrocher pour la première fois une petite pièce avec le Théâtre de la ville, le TRC. Et ce n'est pas encore concrétisé. Pendant les années de violence, la décennie noire, tout s'est arrêté. Tout était fermé. Auparavant on montait trois à quatre séances par mois, et nous sommes vite passés à une pièce par an, tant la situation était difficile* ».

Aujourd'hui, Cent pour cent culture parraine un projet de ciné- club, soutenu par le PCPA Algérie, qui regroupe une vingtaine d'étudiants de profils différents. Une petite équipe bouillonnante qui se passionne pour le cinéma, et qui a participé, en 2007, à trois ateliers animés par des professionnels. Thèmes abordés : la réalisation, la programmation et la communication. Le projet est monté en partenariat avec un centre socio-culturel grenoblois et une association franco-algérienne, Kaina Cinéma. Dans l'imposante maison de la Culture Malek Haddad, à Constantine, les couloirs sont désespérément vides. Le petit groupe du ciné-club visionne le film de l'iranienne Marjane Satrapi, « *Persepolis* ».

C'est une mise en pratique de ce qui a été appris lors de l'atelier de programmation. Ils sont une dizaine, décortiquent le film et se préparent à argumenter pour les débats à venir, lors des prochaines projections. Un modèle d'affiche est déjà imprimé avec le tarif : 20 dinars. Le film est réellement analysé et les références cinématographiques fusent. Le débat est animé, et le groupe anticipe les réactions du public. On croirait avoir affaire à des professionnels.

Chahinez Adel, étudiante en architecture, a déjà réalisé l'affiche d'un documentaire sur la situation des femmes en Algérie et ce qu'elle vit à Constantine, une ville réputée très conservatrice. Avec Mehdi Nejjar, futur journaliste et Amir Bensaïfi, qui a déjà réalisé un petit court-métrage pour le projet, ils y croient dur comme fer. Le matériel de projection, un PC, un rétroprojecteur et une caméra leur ont suffi pour démarrer. Leur programmation alterne des films d'auteurs et des fictions connues, voire des films décalés. Une aventure intéressante.

Association Nationale des Echanges entre Jeunes

-ANEJ-

Date de création : 1989

Président : Ali Sahel

Tél : (213) 24 81 90 21

Tél/fax : (213) 21 74 29 02 (Alger)

Email: anejdz@yahoo.fr

Adresse: BP 835 000 Boumerdès

Réinventer le partenariat pouvoirs publics -associations

L'ANEJ est l'une des premières associations qui a vu le jour après l'ouverture démocratique du début des années 90. Elle revendique, aujourd'hui, près de 5000 adhérents structurés avec des bureaux dans quinze wilayas. Son président Ali Sahel, qui a été professeur de lycée et député, porte, dans cet entretien, un regard critique sur l'évolution du monde associatif et ses relations avec les pouvoirs publics.

Votre association regroupe une quinzaine de structures, vous avez toujours un nombre important d'adhérents ?

■ **Ali Sahel** : oui autour de 5 000 avec différents bureaux dans 15 wilayas. L'ANEJ fédère des associations locales qui sont gérées au niveau de chaque wilaya. Ce sont des structures indépendantes. Nous ne sommes pas administrés et elles ne le sont pas non plus. En général, elles sont financées par les communes et les directions de la jeunesse et des sports. Chaque année, il y a des partenariats qui se mettent en place avec les Fonds de wilaya ou les communes. Il y a de bonnes dispositions des pouvoirs publics au niveau local. Des walis et des communes travaillent avec nous... Et nos associations sont ainsi autonomes.

Vous avez ralenti vos activités ces dernières années, quels sont vos projets actuels ?

Nous organisons 3 à 4 activités par an, en fonction de nos moyens. Il s'agit principalement de chantiers de volontariat, de réalisations publiques dans des communes, mais aussi de chantiers de formation à la préservation du bien public qui regroupent des jeunes de dix à vingt ans. Nous avons par exemple fini un chantier en mars 2008 dans le sud du pays, dans la commune de Tamentit, à Adrar. Nous avons travaillé sur un Ksar abandonné.

Nous y avons emmené une centaine de volontaires, des jeunes étudiants en vacances. Ils ont nettoyé le Ksar qui était dans un mauvais état. Nous profitons de l'activité pour montrer aux jeunes locaux ce qu'est un site qui a une valeur touristique et économique... Mais c'est l'occasion aussi de faire des petites excursions et d'offrir des loisirs à des jeunes qui n'en ont pas les moyens. Ils sont hébergés dans un établissement scolaire et ils découvrent la culture et les traditions de la région.

Comment financez-vous ces activités ?

Ils sont financés par des contrats programmes avec le ministère de la jeunesse et des sports. Nous négocions les projets qui sont étudiés en commission. En général, nous ne dépassons pas le budget d'un million de dinars par projet. Nous cherchons les compléments ailleurs, auprès de sponsors privés. Car c'est plus difficile avec les entreprises publiques. Il y a aussi des prises en charge des communes qui sont associées au projet et les jeunes bénéficiaires contribuent d'une manière symbolique. Mais en général, c'est assez compliqué d'obtenir des financements. Au quotidien, c'est une gymnastique, même si tous nos cadres sont bénévoles et que nous avons un seul poste permanent, une secrétaire, qui perçoit 4000 dinars. Je pense que c'est la conséquence d'une politique en direction de la société civile et des associations qui n'est pas aboutie.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Vous avez des partenaires étrangers ?

Nous travaillons avec un partenaire français depuis 3 ans, le CMSEAA, Comité mosellan de sauvegarde de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte, avec qui nous avons initié 5 activités. En 2007, une dizaine de jeunes français sont venus pour montrer leur expérience. Ils ont retapé un camion de pompiers dans une caserne française et l'ont offert à une petite commune, Hammadi. Et avec des jeunes volontaires de l'ANEJ, ils ont réalisé un garage pour le camion. C'est une bonne expérience en matière d'insertion par la pratique, et qui montre que nous pouvons agir là où l'Etat ne peut pas doter des communes avec des camions qui fonctionnent... Cela dit, nous avons eu des difficultés pour cette opération, nous sommes passés par le Croissant Rouge pour pouvoir faire entrer le camion en Algérie...

Vous avez récemment organisé un séminaire sur la violence urbaine...

Oui, en novembre 2007. Cela a nécessité deux années de préparation. Nous l'avons organisé en partenariat également avec le CMSEAA. La violence urbaine est un sujet sensible, et les pouvoirs publics ne sont pas encore au point sur ce genre de questions.

Nous avons invité de nouveaux éducateurs et éducatrices issus de l'institut de la jeunesse de Tixeraine et des jeunes d'une dizaine de wilayas. Il y avait des experts et des intervenants intéressants. Le problème est que les spécialistes français qui travaillent dans le domaine de la prévention, de la jeunesse, n'ont pas eu de visas.

Cette situation complique vos actions ?

Cela freine énormément nos activités, et l'initiative n'est pas toujours facile auprès des pouvoirs publics, c'est une contrainte. Obtenir un agrément est un casse-tête, idem pour le montage d'un projet. Il faut réellement aller vers des formalités plus simples, pour que les jeunes puissent se constituer en associations avec un intérêt et des buts communs. Les associations ne sont pas parties prenantes dans la construction de la société.

Vous arrivez à communiquer sur votre démarche et vos activités?

Oui, avec la presse écrite ça fonctionne. Idem pour Canal Algérie, qui a fait plusieurs sujets. C'est plus délicat avec la télévision nationale qui ne couvre pas souvent nos activités. Les pouvoirs publics organisent des conférences, mais sans les acteurs et sans les jeunes. Cela ne peut pas marcher ! Nous ne partageons pas cette démarche qui ne donne pas de résultats ; nous avons une autre vision, celle d'une prise en charge par les acteurs et les professionnels. Il faut que les pouvoirs publics, à mon sens, se mettent à réfléchir avec la société civile sur le sujet. Et il y a une impasse pour la jeunesse et les enfants, il n'y a pas de perspectives. Et sans la liberté d'initiative, d'expression, de regroupement d'organisation, c'est difficile. On ne peut pas organiser un séminaire sans le feu vert des autorités. C'est illogique. C'est dans l'intérêt général, il faut encadrer, bien sûr, mais pas interdire et autoriser. Cela porte préjudice à toutes les initiatives ou les réflexions qui vont dans le sens d'une amélioration des conditions de vie des jeunes.

Il y a une réelle désaffection pour les structures publiques comme les maisons de jeunes, qui sont souvent désertes...

Je le répète, c'est un gaspillage d'organiser des conférences quand le taux d'occupation des maisons de jeunes est quasi-nul. Cela relève de la compétence du MJS. On construit mais c'est une fuite en avant. Les jeunes sont ailleurs, sur Internet ; ce n'est pas avec un encadrement dépassé, qui ne répond plus aux besoins, qu'on y arrivera. Il faut revoir complètement la question des ressources humaines. Il y a un grand manque de travailleurs sociaux.

Association Info-Com' Jeunes

Date de création : 1995

Président : Med Said Ferhat

Tél : (213) 21 66 83 20

Email : infocom3@caramail.com

Site web : infocomjeunes-dz.com

Adresse : Maison de jeunes, Palais du Peuple, Sidi M'Hamed
Alger

Le blues de l'éducateur

L'Association Nationale d'information et de communication en milieu de jeunes a été créée, en 1995, avec pour objectif principal d'informer sur la toxicomanie et le SIDA.

L'association est installée dans une maison de jeunes à l'intérieur des jardins luxuriants et déserts du Palais du peuple. Un lieu de rêve, mais les vastes locaux affectés par le ministère de la jeunesse et des sports sont vides. Un jeune guitariste, responsable des activités de musique ne reçoit personne. Il affirme que l'endroit est « *trop isolé* » et que ça n'intéresse pas beaucoup de monde.

Saâdna Samir est secrétaire général de l'association. Cet ancien cadre du ministère de la jeunesse et des sports a longtemps été éducateur spécialisé. Moustache taillée de près, petites lunettes cerclées et un téléphone portable qui sonne sans arrêt, il croule sous les doléances : « *franchement je passe plus de temps à recevoir des gens en difficulté qu'à faire des activités... Il y a d'énormes problèmes, et encore les jeunes tournent le dos aux structures de la jeunesse...* ».

À tour de rôle, trois personnes entrent dans le bureau. Un ancien toxicomane devenu bénévole est passé par là prendre des nouvelles, un jeune homme cherche du travail et peste contre le maire de sa commune qui a attribué des locaux, et enfin une jeune femme, qui semble habituée des lieux, doit rencontrer des officiels et se demande comment elle doit s'habiller.

Samir Saâdna écoute et prodigue quelques conseils, un peu désabusé. Il a passé plus de trente-cinq ans dans le domaine de la jeunesse, après avoir été formé aux questions de la délinquance dans un centre français spécialisé dans « l'éducation surveillée ». Un peu mélancolique, il se souvient des FAJ, les foyers d'animation de la jeunesse, à l'époque du volontariat et des grandes mobilisations de la période socialiste. Il dit qu'on vient à ce métier par la foi, par vocation. Il a côtoyé les juges des mineurs dans le cadre des « commissions d'action éducative » et il regrette l'ancien système : « *ces centres ont été fermés et dévalorisés. Il y a un vide, il y a un cadre juridique, mais pas de structures. Aujourd'hui, le nombre de familles et de mineurs dans la rue est effarant...* ».

Samir Saâdna a été directeur de méthodologie au sein de l'association AIDS, qui travaillait à l'époque sur la toxicomanie. Aujourd'hui, les deux associations pratiquent la même activité : sensibiliser des jeunes sur les plages. Avec une équipe pluridisciplinaire, éducateurs, toxicomanes, médecins, jeunes militants, il a sillonné la côte algéroise pour informer les jeunes sur les dangers de la drogue et des rapports sexuels non protégés. En 2007, l'opération a ciblé les plages et les camps de vacances de 14 wilayas.

L'association, qui est financée par le ministère de la jeunesse et des sports, prévoit de créer un bulletin pour soutenir son action, et de monter aussi un réseau national, entre autres projets. Samir Saâdna affirme que cette année, l'approche est différente avec le ministère et que les projets sont discutés au sein d'une commission indépendante. Et il plaide toujours pour un retour à la notion d'éducateur :

« *c'est un métier qui a été dévalorisé. Aujourd'hui, ils doivent se former à l'informatique, et les centres de jeunes sont transformés en centres de formation... Il n'y a plus d'encadrement...* ». Il se souvient avoir participé à la prise en charge des petits cireurs d'Alger ; il avait été touché par cette précarité après l'indépendance. Il dit qu'à l'époque, il n'y avait pas cette violence, ni cette délinquance...

Association pour la promotion de la lecture enfantine

-Le Petit Lecteur -

Date de création : 1993

Contact : Djamila Hamitou

Tél : (213) 41 39 40 27

Email : petitlecteur2002@yahoo.fr

Adresse : Palais de la culture Zeddour Ibrahim

1, rue Hamou Boutelis -Oran

« Le Petit Lecteur » initie les enfants au plaisir de la lecture

L'association Le Petit lecteur a pour objectif d'initier des espaces de lecture à travers la création de bibliothèques pour enfants et adolescents. Ces espaces sont avant tout un lieu où les enfants et les parents peuvent partager un moment de loisir autour de la lecture et ce, en dehors du temps scolaire.

Du 17 au 20 mars 2008, Oran a vécu au rythme d'un événement culturel que l'association « Le Petit Lecteur » a voulu autour du conte. La deuxième édition de cette rencontre méditerranéenne a regroupé des conteurs et conteuses venus partager et faire partager des moments magiques aux Oranais petits et grands. C'est autour du slogan : « une paix contée dès l'enfance » que les festivités se succédaient. Le public nombreux a savouré ces moments de voyage dans les mondes imaginaires des conteurs, s'étendant de l'Europe au fin fond de l'Afrique en passant par le Maghreb.

Le palais de la culture, Zeddour Ibrahim, où est basée la bibliothèque du Petit Lecteur, qui compte quelques milliers de titres et plus de huit cents abonnés, était particulièrement animé. Les enfants se mêlaient aux conteurs et aux comédiens. La troupe du théâtre El Moudja de Mostaganem était programmée pour présenter une pièce « Al Assad wa El Hattaba » (Le Lion et les bûcherons), très attendue par les enfants et leurs parents.

Le merveilleux a tout de suite opéré ; les jeunes de cette troupe, habillés de costumes colorés, ont captivé toute l'attention de la salle de spectacle archi comble du palais de la culture.

D'autres festivités avaient eu lieu dans les écoles, les places publiques, le CCF (Centre Culturel Français) où se sont déroulées les spectacles de la Nuit du conte, et évidemment dans le très célèbre théâtre Abdelkader Alloula d'Oran.

Il est à noter que cette deuxième édition s'est déroulée sous le haut patronage du ministère de la Culture. L'association a bénéficié d'un soutien financier de leur part. «*Au-delà du côté convivial, le conte est un médiateur éducatif. Il développe l'imaginaire et renoue avec la longue tradition orale de la grand-mère conteuse ou du Goual (le conteur du marché et des places publiques d'antan). C'est pour cela que nous avons voulu promouvoir ce genre à travers ces rencontres, mais aussi en organisant une formation d'une semaine à destination de six personnes, qui souhaitent devenir conteurs ou conteuses*», commente Zoubida Kouti, ex-présidente de l'association.

Ce stage, soutenu par la Région PACA en France et la municipalité d'Oran, a été animé par le conteur congolais Jorus Mabilia. Les personnes formées ont, à leur tour, animé des espaces de lecture, qui sont d'ailleurs, de plus en plus nombreux. L'association est sollicitée par la municipalité et par d'autres communes pour aider à la mise en place de bibliothèques. Il est à noter que le premier fonds de la bibliothèque du Petit Lecteur a été constitué grâce au soutien de l'Union Européenne dans le cadre du programme ONG I et de la Banque Régionale du Livre de la Région PACA en France.

Les animatrices et les animateurs de l'association Le Petit Lecteur travaillent activement tout au long de l'année pour que les enfants et les adolescents fréquentent les lieux de lecture. Convaincus que ces espaces ne peuvent être vivants sans animateurs, sans médiateurs, l'association tente d'aider à généraliser cette pratique d'accompagnement d'enfants et d'adolescents à la découverte de la lecture comme un moment de plaisir et de loisir.

Un autre projet de formation à la protection de l'environnement a été mis en place en partenariat avec Cap Horizon, une association oranaise. Il est soutenu par la CTB (Coopération Technique Belge), la direction de l'environnement de la wilaya d'Oran et l'Education Nationale. L'objectif de ce projet est la création de classes vertes dans les établissements scolaires. Pour ce faire, les enseignants ont pu

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

bénéficier d'une formation qui a duré deux semaines. De futurs formateurs sont aussi initiés pour former à leur tour des enseignants.

D'autres objectifs ont été atteints : la création d'un guide sur l'éducation environnementale sous forme d'un CD numérique, et l'édition d'un recueil de textes et de contes sur la protection de l'environnement.

Sans se substituer à une maison d'édition, Le Petit Lecteur a voulu promouvoir le genre du livre pour enfants et adolescents. Elle a pu, grâce au fonds d'aide à la création du ministère de la culture, éditer pas moins de dix-sept titres à raison de mille exemplaires chacun. Les contes ont été sélectionnés à travers un appel à projet d'écriture et le meilleur conte a été primé. Une opération similaire a été réalisée dans le cadre du programme « Alger Capitale de la Culture Arabe ». Quatorze titres ont vu le jour.

Associations algériennes
Des parcours et des expériences

Associations algériennes
Des parcours et des expériences

Chapitre IV -Environnement

Association de Réflexion, d'Echanges et d'Action pour l'Environnement et le Développement AREA-ED

Association pour la Protection de l'Environnement de Beni-Isguen - APEB

**Association de Réflexion, d'Echanges et d'Action pour l'Environnement et le Développement Durable
-AREA-ED**

Date de création : 1993
Président : Mounir Bencharif
Tél/fax : (213)24 42 33 93
Email : area-ed@hotmail.com
Adresse : Route de Cherchell, Nador
42240 Tipasa BP 61

Une nouvelle génération d'ONG

L'Association de Réflexion, d'Echanges et d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable (AREA-ED) active depuis une dizaine d'années dans des domaines liés à l'environnement et au développement. Elle plaide pour un environnement durable et pour un ancrage des concepts environnementaux à travers des actions d'éducation et un travail de réseau dense et régulier.

Le président de l'AREA-ED, Mounir Bencharif et sa collaboratrice Mira Chalal s'affairent derrière leurs écrans de PC. L'ambiance est à la concentration, avec une pointe d'inquiétude et d'agacement. Un séminaire important, qui devait être organisé en collaboration avec l'Institut national de recherche agronomique dans la wilaya de Jijel, a été annulé à la dernière minute, sur « conseil » des autorités locales. Mounir râle contre la bureaucratie qui chamboule des projets préparés des semaines durant. Des invitations ont été lancées et des experts programmés pour des ateliers et des communications. Peine perdue, le séminaire sera décalé de plusieurs semaines, et l'équipe gère tant bien que mal les tracasseries administratives qui empoisonnent, comme ailleurs, la vie du monde associatif.

L'association AREA-ED a depuis peu quitté le quartier du Golf, au centre d'Alger pour prendre ses quartiers au pied du mont Chenoua, qui abrite le port de Tipaza, à moins d'une centaine de kilomètres de la capitale. Les bureaux de l'ONG installés à l'étage d'une maison donnent sur la grande rue du village de Nador, tout proche de la mer. Une base idéale pour les activités de ces écolos algériens pointus, qui travaillent notamment sur un projet de préservation du mont Chenoua.

C'est un massif boisé dont le sommet est à 2 heures de marche à peine, et ses forêts se jettent sur une côte encore à peu près épargnée par la frénésie des travaux publics. Un sujet qui fâche réellement Mounir Bencharif : « *l'administration n'arrive pas à contrôler les constructions sur la corniche du Chenoua... Et encore, ailleurs c'est pire, il n'y a pas une zone en Algérie qui soit épargnée par le pillage ou la destruction des ressources naturelles.* »

Depuis sa création en 1993, l'AREA-ED a travaillé sur des petits projets de sensibilisation avant d'atteindre sa vitesse de croisière, et de cibler principalement trois questions : la protection de la biodiversité, la lutte contre la désertification et la gestion de l'eau. Elle s'est progressivement déployée sur ces trois volets avec des activités de sensibilisation, de formation, et de renforcement du mouvement associatif.

Elle collabore étroitement avec des partenaires à l'international et dans le bassin méditerranéen. L'ONG qui veut être une interface entre les acteurs de la société civile, les institutions de recherche et les décideurs, s'est vite professionnalisée. Elle s'est assurée la collaboration de professionnels, d'experts, algériens ou étrangers, d'universitaires chevronnés, qui maîtrisent leur sujet et qui s'engagent durablement, qu'ils soient forestiers ou chercheurs, ingénieurs agronomes ou enseignants. Après une quinzaine d'années d'existence, l'AREA-ED entretient un réseau diversifié et solide et, grâce à un savoir-faire technique acquis lors de formations, elle mobilise des fonds relativement importants.

Dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse, l'AREA-ED a lancé deux programmes éducatifs : « enfance et nature », pour renforcer les capacités du réseau d'éducation à l'environnement, et « enfance et eau », qui a mobilisé une quinzaine d'associations algériennes. L'équipe d'experts, associés à ce dernier projet, a animé des ateliers de formation et mis en place un concours éducatif.

Des petits cahiers, clairs et ludiques ont été élaborés en arabe et en français par une équipe

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

pédagogique pour permettre à des enfants âgés de 11 à 13 ans de découvrir les enjeux de l'eau. Les ateliers et les manuels ciblent à la fois des enfants, la famille, des animateurs ou des acteurs de la gestion de l'eau au niveau local. Ces deux projets ont été financés par l'Union européenne et des compagnies privées.

Au Chenoua, le projet de développement durable dans la région, qui illustre bien le travail de l'ONG, est prévu pour une durée trois ans, avec l'appui financier de l'Union européenne et en partenariat avec une ONG italienne, la CISS (Coopération Internationale Sud-Sud). Objectif global : diminuer la pression sur les ressources naturelles en mettant en place un programme d'éducation et de sensibilisation en direction de la population, notamment les plus jeunes, mais aussi des personnes qui vivent dans le massif forestier. L'ONG veut introduire de nouvelles activités rémunératrices qui incluent la préservation dans le cadre d'un tourisme rural par exemple. Mais c'est également un tremplin pour la mise en place d'un réseau de plaidoyers sur la préservation des zones de montagne.

L'AREA-ED a également participé à la réhabilitation de la Palmeraie de Tiout, privée d'irrigation depuis de longues années. L'équipe a, cette fois, réalisé un forage en collaboration avec la population et les autorités locales pour ramener l'eau vers les palmiers centenaires. Une association, chargée de gérer l'eau et d'appuyer la réhabilitation des jardins abandonnés, a été mise en place après un long travail de préparation et de formation : « *il y a toujours cet aspect politique dans la chaîne de l'écologie* », explique Mounir Bencharif. « *Ce qui nous intéresse, c'est d'appuyer ces gens qui ont un patrimoine et des ressources locales et qui les laissent à l'abandon. Il y a à peine 30 ans, les gens s'organisaient pour gérer leur cité et leur palmeraie ; ils sont aujourd'hui déstructurés car l'eau est le moteur. En gros, le forage a coûté 9 millions de DA. Il a été financé par une société étrangère. Avec de la bonne volonté ce financement aurait pu être trouvé localement...* » .

L'AREA-ED a pleine conscience que les concepts nouveaux, qu'ils défendent, ont du mal à émerger dans un environnement complexe. C'est pour cela, que le petit groupe d'universitaires engagés a fait de la vulgarisation un volet essentiel de ses activités.

■ Mounir Bencharif, président de l'AREA-ED : l'un de nos points faibles est de ne pas capitaliser nos actions

Vous avez de l'influence sur les actions du gouvernement en matière d'environnement?

On aimerait bien ! (Rires)

A Jijel, notre objectif était de réunir les acteurs de la société civile, des entreprises, des associations locales et des chercheurs avec l'administration pour discuter des problèmes de développement qui concernent la société. C'est une des formes que nous privilégions dans nos rencontres et nos ateliers. De ces ateliers peuvent sortir des décisions, des recommandations ou des plans d'action et ça peut influencer sur la politique gouvernementale. Pour la question des OGM, nous avons été les premiers à en parler, dès 1999. Le ministère de l'Agriculture, qui participait à l'atelier, a immédiatement stoppé l'introduction et la culture de variétés OGM. Nous avons alors monté un projet de deux ans pour informer le public. C'est devenu une question traitée par les médias et débattue dans les universités.

Vous semblez avoir atteint un certain degré de professionnalisation avec des projets d'envergure. L'AREA-ED a atteint sa vitesse de croisière?

Nous avons de bons résultats et nous avons stabilisé l'association. Nous avons créé des postes permanents même si c'est précaire, et toutes les ONG sont dans cette situation. Il faut être en mesure de monter des projets régulièrement et de trouver des financements pour les mettre en place.

Vous mobilisez suffisamment de fonds pour mener à bien vos projets...

Aujourd'hui et par rapport à ce que nous faisons, nous ne comptons pas sur des financements nationaux, c'est largement en deçà de nos besoins. Nous avons récemment décroché 1 million de dinars, mais cela suffit à peine pour tenir organiser un séminaire ou une action très localisée. Nous sommes donc obligés, pour mener des projets à moyen terme, de nous tourner vers des bailleurs de fonds, et dans la région méditerranéenne, le principal bailleur de fonds reste l'UE.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Comment avez-vous acquis cette expérience ? Vous avez été formés au montage de projets ?

Oui, notamment avec des ONG au niveau international. Nous maîtrisons aujourd'hui l'élaboration et la gestion de projets. L'une des premières formations de l'AREA-ED a été organisée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Cela nous a permis de ficeler un projet et de le financer dans les mois qui ont suivi.

En fait il n'existe pas réellement de « culture du projet » dans le monde associatif algérien : avoir un objectif qui fait partie d'un objectif global. Nous apprenons à avoir un raisonnement logique sur les objectifs et les résultats, quand la majorité des associations algériennes font des tâches, et pas des activités. Nous avons appris à avoir une vision stratégique, et alors on peut aller vers le projet et le décliner en activités, et non l'inverse... Ceci dit, nous avons aussi démarré en tâtonnant, mais nous n'avons pas attendu de savoir monter des projets pour travailler. Il faut être réaliste et rationnel et ne pas hésiter à s'entourer de compétences. Dans notre cas, nous pouvons mobiliser des forestiers, la population, faire des campagnes, travailler avec des écoliers... Il y a une évolution dans le monde associatif ; certaines associations se structurent et s'aguerrissent au contact d'ONG internationales.

C'est plus facile aujourd'hui ?

J'aimerais dire que oui... Il y a peut-être plus de financements pour les associations, mais c'est juste toléré... Depuis quelques années, nous sommes dans une phase de restrictions de l'Etat qui va crescendo, c'est parfois difficile.

Est-ce que vous capitalisez votre travail et vos projets ?

Franchement, non. C'est l'un de nos points faibles. Comme pour le projet de réhabilitation de la palmeraie de Tiout (voir article), rien n'avait été prévu pour la capitalisation. Nous y réfléchissons. Ce que nous faisons actuellement pour les projets, c'est plutôt de l'archivage, ce ne sont pas des documents que nous pouvons répercuter sur le public et diffuser. Pour le projet du Chenoua, nous avons prévu des ressources pour élaborer une capitalisation ; c'est un premier pas et cela nécessite des méthodes et des ressources spécialisées.

Vous avez une production importante de documents, de manuels didactiques, mais pas de site Internet...

Internet est notre outil de travail, mais l'AREA-ED n'a effectivement pas de site. Nous avons plusieurs maquettes, et nous devons y travailler. Nous faisons des sites sur certains projets réalisés, comme le Chenoua, le projet Enfance et Nature ou l'éducation à l'environnement.

Association pour la Protection de l'Environnement de Beni-Isguen

- APEB-

Date de création : 1989

Président : Salah Baâli

Tél : (213) 29 88 07 85

Fax : (213) 29 88 07 85

Email : apeb89@hotmail.com

Site internet : www.apeb.fr.gd

Adresse : Bab Echergui BP 269

47 131 –Ghardaïa

Une histoire d'eau

« Nul ne peut dévier le cours de l'eau. »

Adage populaire

L'association pour la protection de l'environnement de Beni-Isguen active dans le domaine de l'environnement à travers la réhabilitation des puits de la commune de Beni-Isguen. Elle organise des activités éducatives auprès des scolaires afin de les sensibiliser à la protection du patrimoine culturel et environnementale de l'oasis.

Tout commence à la porte de Beni-Isguen, une des communes de Ghardaïa. Si on gravit les quelques marches situées au-dessus de l'Office du Tourisme de cette ville mozabite, on aboutit aux anciennes geôles de cette cité ancienne qui tiennent lieu, désormais, de local à l'Association pour la protection de l'environnement de Beni-Isguen.

M. Salah Baâli est président de cette ONG locale, bien organisée, engagée dans le développement durable et qui travaille essentiellement à sensibiliser les habitants à la protection de l'environnement.

Pour Salah Baâli, parler de l'environnement dans cette région aride - qui a un très faible taux de pluviométrie - signifie s'occuper de l'eau, de sa gestion, de son stockage et de son acheminement dans les foyers et les jardins. Tout cela pour lutter contre la désertification de cette région.

Cette association est constituée exclusivement de bénévoles. De 1989, date de sa création, à 2000, cette ONG a vécu des moments difficiles. Une action de force la fait sortir de l'anonymat. L'association s'est mobilisée pour empêcher la mise en place d'un centre de tri de déchets toxiques dans sa région. Le succès de l'opération, fortement médiatisée, a permis à l'APEB de devenir l'interlocuteur incontournable sur les questions de l'environnement.

Revenons à la question des puits et donc de l'eau. Avant de s'occuper de la réhabilitation des puits de Beni-Isguen, l'APEB a monté un projet de réfection du lit de l'oued N'tissa. Son désensablement a permis le rétablissement du fonctionnement du barrage et la récupération de 1000m³ d'eau. Ceci ne s'est pas fait sans peine, puisqu'il a fallu convaincre les riverains de reculer leurs jardins et habitations afin de récupérer le lit de l'oued.

Les conséquences de ce projet sont surtout d'ordre social, puisque l'inondation des habitations de Beni-Isguen a pu ainsi être évitée. Des entreprises locales ont été recrutées pour la réalisation technique de ces travaux. L'association a pu acquérir, grâce aux soutiens de fonds étrangers, un engin de dessablage et un véhicule tout terrain.

■ Les puits, un patrimoine culturel, historique et vital

« Nous avons compris qu'il était temps de réhabiliter ce que les anciens nous ont légué : une richesse, un savoir faire. Tout est lié ici. Le système de captation d'eau des crues par les puits est très ingénieux, permettant ainsi à cette région de prendre de l'essor, et de maintenir une très belle palmeraie qui produit à elle seule tant de richesses », commente Salah Baâli, lors de la visite des puits réhabilités et de ceux qui sont en cours de réhabilitation.

On dénombre vingt quatre puits réhabilités. Il s'agit d'un travail minutieux. Dessabler les puits et les nettoyer, reconstruire tout le système de remontée et de stockage d'eau. Mais avant cela, il était nécessaire de faire une étude pour repérer les puits stratégiques, c'est-à-dire ceux qui captent l'eau de pluie en premier et qui se trouvent sur le chemin de l'eau : le lit de l'oued de N'tissa.

Associations algériennes

Des parcours et des expériences

Les premiers puits ont été financés par l'Union Européenne avec le soutien de l'APC (municipalité) de Bounoura. L'association a ensuite bénéficié du soutien d'autres partenaires étrangers comme le Conseil Général du Val-de-Marne.

Les puits qui sont en cours de réfection sont cofinancés par une ONG espagnole Cives Mundi.

«Ce qui est encourageant, c'est la mobilisation de la population ; au départ peu de riverains soutenaient notre démarche. Maintenant, on a une liste d'attente de puits à réhabiliter. On essaye de donner un cachet particulier à chaque puits et soigner le côté esthétique», commente Salah Baâli.

Depuis l'an 2000, un réseau maghrébin est né à Tunis : Réseau des Associations pour le Développement Durable des Oasis. Ce réseau a pour objectif de monter un programme concerté des oasis sur les thèmes de la gestion de l'eau, de la biodiversité, de la récupération des espaces oasiens, notamment au Maroc, et de l'agro-écologie. Tout cela contribue à un partage des savoirs faire. Dans ce cadre là, l'APEB va se spécialiser dans la formation en agro-écologie pour devenir un pôle de formation à travers le centre « AKRAZ » (travail de la terre en Amazigh). Ce centre est en construction et compte recevoir des étudiants d'Algérie et du Maghreb pour les former à l'agro-écologie, premier maillon de la chaîne du développement durable.

L'espace oasien ne dépend ni du domaine agricole, ni du domaine des forêts. Salah Baâli, à travers son réseau maghrébin, voudrait que les oasis soient considérées comme un domaine agro-forestier pour bénéficier des aides et des soutiens au reboisement et à l'entretien des palmeraies.

Autant dire que l'APEB a développé des compétences certaines dans le domaine du montage, de la conduite de projet et dans la mobilisation des partenaires étrangers. Une expérience qu'ils partagent volontiers, puisqu'ils organisent régulièrement des sessions de formation en direction des associations du sud algérien, sur les thèmes qui englobent la mise en place de projets, leur gestion et leur conduite.

Salah Baâli est convaincu que tout cela ne serait pas possible sans le soutien de l'APC, de la wilaya et du Madjlis Ammi Saïd, instance religieuse spécifique à la région du M'Zab.

Par ailleurs, un travail de sensibilisation à la protection de l'environnement est mené toute l'année auprès des scolaires, avec organisation de concours de dessins et sorties d'étude.